

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 15 FÉVRIER 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 15 FEBRUARI 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 15 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance : Guy Verhofstadt

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront publiées sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Raisons de santé : Olivier Chastel, Richard Fournaux, Benoît Drèze, Ingrid Meeus, Yvette Mues et Guido Tastenhoye

En mission à l'étranger : François-Xavier de Donnea

À l'étranger : Mohammed Boukourna

Questions**01 Question de M. Melchior Wathelet au premier ministre sur "une circonscription nationale" (n° P1780)**

01.01 Melchior Wathelet (cdH) : L'idée lancée par le groupe de réflexion Pavia de créer une circonscription nationale pour l'élection d'une partie du Parlement fédéral me paraît intéressante. Le VLD s'est dit ouvert à cette proposition. Quelle est votre position ? Comment comptez-vous aborder cette question ? Quelles suites donnerez-vous à cette proposition ?

01.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en français*) : Certains de mes prédécesseurs sont favorables à cette idée, notamment MM. Dehaene et Martens, qui s'est exprimé à ce sujet en tant que membre de B Plus. Quant à moi, j'estime qu'il faut renforcer les instruments au niveau de la fédération mais qu'il existe plusieurs possibilités pour y parvenir.

Nous, responsables politiques nationaux, devons chercher un consensus permettant de renforcer tant l'autonomie des Régions et des Communautés que les outils fédérateurs. Nous examinerons certainement cette idée prochainement.

01.03 Melchior Wathelet (cdH) : Votre attitude positive face à cette question me réjouit. D'autres propositions avaient été évoquées, notamment une réforme du Sénat. Je regrette que cette réforme – qui faisait partie de vos priorités il y a quatre ans – n'ait pas été menée à bien.

L'incident est clos.

Appel au règlement

01.04 Pieter De Crem (CD&V) : La semaine dernière, le premier ministre a répondu à une question adressée à Mme Onkelinx. Aujourd'hui, l'on assiste à la situation inverse pour une question de M. Vandeurzen sur la distribution d'héroïne à Liège. Il nous a été dit que le chef du gouvernement ne

répondrait pas parce qu'il ne serait pas présent à la Chambre, mais il est bel et bien là. Dans quelle mesure l'alinéa 3 de l'article 124 du Règlement est-il encore appliqué ? Pourquoi M. Vandeuren ne peut-il pas poser sa question au premier ministre ?

Le **président** : Mme Onkelinx est excusée. De plus, elle a répondu hier en commission que ce dossier ressortit à la compétence de M. Demotte.

01.05 Pieter De Crem (CD&V) : Ce n'est pas exact.

Le **président** : M. Demotte est au moins l'un des partenaires financiers du projet. MM. Vandeuren, Bultinck et Germeaux ont posé des questions sur le sujet, dont l'une était adressée au premier ministre, la deuxième à Mme Onkelinx et la troisième à M. Demotte. Le premier ministre a estimé que les questions devaient être adressées à un seul membre du gouvernement. M. Demotte répondra au nom du gouvernement. C'est la méthode de travail habituelle.

01.06 Pieter De Crem (CD&V) : Cette méthode est appliquée seulement depuis que M. De Croo préside la Chambre. En principe, c'est l'auteur de la question qui désigne le ministre !

01.07 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Il me paraît évident que le gouvernement désigne un seul ministre plutôt que de faire répondre trois de ses membres.

Le **président** : D'après mes informations, Mme Onkelinx a dit que M. Demotte répondrait.

01.08 Melchior Wathelet (cdH) : Hier, en commission, Mme Onkelinx a dit être disposée à répondre à la question de M. Van Parys à ce sujet. Elle a juste demandé un peu de temps pour préparer sa réponse.

Par ailleurs, il me paraît étrange que M. Demotte soit le seul à pouvoir répondre aux questions des parlementaires alors que Mme Onkelinx était, elle aussi, présente à la conférence de presse qui s'est tenue à Liège sur ce sujet.

Le **président** : Mme Onkelinx est légitimement absente. Si un membre tient à l'interroger dans quinze jours, je ferai de mon mieux pour que ce soit possible.

L'incident est clos.

02 Question de M. Filip De Man au premier ministre sur "les excuses concernant les attentats de Madrid" (n° P1781)

02.01 Filip De Man (Vlaams Belang) : Le procès contre 29 terroristes islamistes, qui ont fait exploser quatre trains il y a trois ans, débute aujourd'hui à Madrid. On avait dénombré près de 200 morts et 2.000 blessés. Trois chefs de la bande qui avait perpétré les attentats ont préparé leurs projets dans notre pays. Le Groupe Islamique Combattant Marocain (GICM) opérait depuis Maaseik et avait également des personnes de contact à Molenbeek et à Schaerbeek.

Quand le premier ministre présentera-t-il des excuses à la population espagnole ? La négligence et le laxisme de son gouvernement en matière de lutte contre le terrorisme ont permis aux terroristes de préparer et d'exécuter leurs plans.

02.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Deux de 29 suspects ont des liens avec la Belgique. L'un d'entre eux a habité en Espagne mais a été arrêté lors d'un séjour chez son frère, à Molenbeek. Un autre suspect habitait en France et a été arrêté à Lanzarote. Tous deux possèdent la nationalité belge.

Nos services ont très bien coopéré avec les services de sécurité espagnols et ont démantelé la branche belge du GICM, une organisation comportant des ramifications dans tous les pays européens. Il avait du reste déjà été procédé à des condamnations dans cette affaire. Nous avons donc contribué à la lutte contre le terrorisme.

Je suis tout disposé à présenter mes excuses lorsque des représentants des autorités belges dans un autre pays commettent des erreurs ou sont la cause de dommages subis par des ressortissants d'un autre pays. En l'occurrence, il s'agit de criminels qui, fortuitement, sont belges et résident de temps à autres sur notre territoire. Je n'ai pas à m'excuser en ce qui les concerne. C'est d'autant plus vrai qu'ils ont été appréhendés grâce aux efforts fournis par nos autorités.

02.03 Filip De Man (Vlaams Belang) : Lors de sa visite au dictateur Kagame au Rwanda, le premier ministre a présenté ses excuses pour le génocide qui a touché ce pays. Par ailleurs, il s'agit bel et bien de quatre terroristes qui étaient effectivement actifs en Belgique. La Belgique a donc sa part de responsabilité dans ces attentats, car nos mesures contre le terrorisme sont trop laxistes. Aucune mosquée fondamentaliste n'a dû fermer ses portes, aucun imam naturalisé prêchant la haine n'a été expulsé et aucun terroriste n'a été déchu de la nationalité belge. Je crains que la politique ne reste tout aussi laxiste dans les années à venir.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Zoé Genot au premier ministre sur "l'étude du CEGES" (n° P1782)

03.01 Zoé Genot (ECOLO) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Centre d'études et de documentation Guerre et sociétés contemporaines (CÉGES) pour le travail de mémoire qu'il a effectué en établissant le rapport « La Belgique docile » sur l'attitude des autorités belges durant la seconde guerre mondiale. Il était urgent de constituer un outil de travail exhaustif.

Nous devons nous approprier ce travail pour éviter que l'intolérable ne se reproduise. Nous devons accepter le passé et nous en excuser collectivement.

Au moment du débat sur la restitution des biens juifs, nous étions nombreux à affirmer qu'il s'agissait d'une étape importante mais pas suffisante. Quand vous vous êtes rendu, en 2002, à la caserne Dossin, de nombreuses personnes ont été déçues par votre discours. Les attentes restent réelles quant à la reconnaissance de la responsabilité de la Belgique.

03.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en français*) : C'est le gouvernement qui, sur la base de la résolution du Sénat, a pris l'initiative de demander une étude au CÉGES.

J'avais déjà reconnu, en 2002 à Malines, que de nombreux belges avaient sombré dans la collaboration, y compris dans l'administration. À Yad Vashem, j'ai réitéré ce message et j'ai exprimé les excuses de la Belgique.

Nous devons poursuivre les recherches sur la responsabilité des autorités. C'est au Sénat qu'il revient de tirer les conclusions de l'étude.

Le processus que nous menons avec la Fondation pour le judaïsme, la spoliation des biens et les dédommagements a permis le traitement d'environ 85 % des dossiers ainsi que le paiement des indemnités.

03.03 Zoé Genot (ECOLO) : Un geste collectif envers la communauté juive montre que ce ne sont pas uniquement quelques personnes qui ont commis des actes isolés. La xénophobie antisémite avait pénétré la classe politique et l'administration. Des excuses doivent également être présentées à la communauté juive de Belgique.

L'incident est clos.

04 Ordre des travaux

Le **président** : Le ministre de l'Intérieur arrivera un peu plus tard.

04.01 Pieter De Crem (CD&V) : Cette situation est vraiment inadmissible. Je vais soulever le problème à la

Conférence des présidents. Si les ministres ne sont pas excusés avant onze heures le jeudi alors que les membres ont des questions à leur poser, celles-ci doivent leur être posées.

Le **président** : J'en prends acte.

05 Questions jointes de

- **Mme Maggie De Block** au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le modèle kiwi" (n° P1786)

- **M. Daniel Bacquelaine** au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le modèle kiwi" (n° P1787)

- **M. Luc Goutry** au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le modèle kiwi" (n° P1788)

05.01 Maggie De Block (VLD) : Le modèle kiwi proposé par le ministre s'est écrasé avant même d'avoir vraiment décollé. Aucune société ne s'est inscrite au cours de la première phase. Le ministre a déclaré en commission que plusieurs inscriptions avaient déjà été enregistrées pour la deuxième phase mais il s'avère à présent qu'une seule société, dont la part de marché est de 35 %, s'est inscrite pour la simvastatine et une seule également, qui fonctionne uniquement par le biais d'importations parallèles, pour l'amlopidine. Nul n'ignore le danger que représentent les importations parallèles. La Commission de remboursement des médicaments a formulé un avis négatif car elle estime que ces adjudications n'entraîneront qu'une hausse du coût des médicaments pour le patient. Le cabinet du ministre annonce néanmoins que la mise en oeuvre du modèle kiwi se poursuit. Les journaux francophones font mention d' 'offres farfelues'.

Quelles initiatives concrètes le ministre prendra-t-il ?

05.02 Daniel Bacquelaine (MR) : Selon la presse, la Commission de remboursement des médicaments (CRM) estime que la procédure « para-KIWI » n'est pas concluante. Une seule firme aurait soumissionné, en ce qui concerne la simvastatine. Le résultat serait, pour le patient, une hausse des prix de toutes les autres simvastatines. Cette molécule coûterait alors à peine moins cher que d'autres molécules ayant le même effet thérapeutique, mais beaucoup plus chères pour la sécurité sociale.

L'effet bénéfique pour le patient et pour la sécurité sociale ne pouvant être prouvé, que comptez-vous faire par rapport à ce modèle qui montre déjà ses limites ?

05.03 Luc Goutry (CD&V) : Le kiwi est blet, bien qu'il n'ait jamais mûri. L'idée en avait été lancée à l'époque par M. Steve Stevaert. Le sp.a avait annoncé à grand renfort de brochures les réalisations importantes qui seraient mises en oeuvre sous son impulsion. Mais il a renvoyé la balle à M. Demotte qui a conçu une version *light* du modèle. Celui-ci ne permet toutefois pas de faire face à l'implacabilité du monde pharmaceutique. La loi a été revue à deux reprises, avec l'accord des partis libéraux. J'avais déjà mis en garde à l'époque contre les erreurs qui ont finalement été commises.

L'été dernier, la procédure avait été limitée aux médicaments non brevetés. En décembre 2006, la catégorie dans laquelle il était possible de participer l'a été à son tour. Seuls quelques médicaments génériques étaient encore concernés. Il n'est dès lors pas étonnant que nul ne soit plus intéressé aujourd'hui. Le résultat est malheureusement que le modèle kiwi a définitivement perdu toute crédibilité. Il est pourtant important que la population et l'assurance maladie puissent bénéficier des prix les plus bas.

05.04 Rudy Demotte, ministre (en néerlandais) : J'entends une interprétation des faits, mais je me limiterai, quant à moi, aux faits proprement dits. En Belgique, le prix des statines est passé d'environ 110 euros en 2003 à plus ou moins 30 euros aujourd'hui. Certains préconisent le modèle kiwi tandis que d'autres voudraient aller encore plus loin. D'autres encore adoptent une position équivoque. En commission, des membres ont souhaité inclure les médicaments sous brevet avant de changer d'avis un peu plus tard. J'ai voulu mettre en place un modèle très cohérent. Nous avons tenu compte des différentes sensibilités au sein du Parlement. L'équilibre visé est source de confusion sur le plan des résultats.

(En français) Une seule offre a été déposée pour les simvastatines et l'amlopidine.

Si ces informations — qui font l'objet d'une fuite de la Commission de remboursement des médicaments (CRM) — sont correctes, les deux offres représenteraient une diminution de prix de 40 % pour la molécule.

Comme ministre de la Santé et des Affaires sociales, j'estime que c'est une bonne chose.

05.05 Maggie De Block (VLD) : D'après le ministre, les offres permettront de réduire les prix à concurrence de 40 %, mais le coût tant de l'amlopipine que de la simvastatine a déjà diminué de 40 % grâce au système du remboursement référentiel. Nous n'avons pas besoin du modèle 'kiwi' pour cela.

Je continue de m'opposer à ce modèle, car ce sont les patients qui en pâtissent : il leur sera plus difficile de se procurer leurs médicaments et ceux-ci coûteront plus cher de surcroît.

Il n'y a donc aucune ambiguïté en ce qui me concerne : oublions bien vite ce kiwi.

05.06 Daniel Bacquelaine (MR) : Les soumissions sont donc rares pour ces deux molécules. D'autres auront peut-être plus de succès.

La surcharge administrative de ce système est importante. Si l'effet est limité par rapport à l'objectif, il faudrait peut-être le revoir. Certaines firmes acceptent de diminuer les prix de leurs médicaments hors brevet, si elles sont soutenues dans la recherche de médicaments innovants. Cela permettrait des diminutions de prix sans passer par une machine administrative trop lourde.

Si le système kiwi « léger » rencontre des problèmes d'application, le modèle « lourd » engendrera une perte de liberté thérapeutique et une moins-value pour le patient. Lorsqu'un modèle ne fonctionne pas, le comble est de l'aggraver ; or, c'est ce que propose M. Goutry !

05.07 Luc Goutry (CD&V) : Le ministre a faussé la procédure. Seuls sont restés les produits génériques alors que les spécialités originales onéreuses n'ont pas été soumises à la procédure.

Cette manière de procéder n'a aucun sens. Je puis comprendre le boycottage.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Pierrette Cahay-André au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le prix du traitement de la grippe en maison de repos" (n° P1789)

06.01 Pierrette Cahay-André (MR) : La plupart des personnes âgées en maisons de repos sont vaccinées contre la grippe. Mais certaines souches virales ne sont pas couvertes par ce vaccin.

Ainsi, onze cas ont été recensés à la maison de repos de Visé. Les médecins responsables de la santé publique à Liège ont été contactés. Le Tamiflu a dû être administré préventivement, mais aussi dans un cadre thérapeutique. Or, ce médicament n'est pas remboursé. Et comme il s'agit d'une question de santé publique, notre ville a dû en assumer le coût. N'est-il pas possible d'envisager le remboursement de ce médicament ?

Selon l'Agence Belga, l'épidémie de grippe se répand : 6% des patients seraient atteints de cette maladie.

06.02 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Les personnes âgées vivant dans une institution reçoivent un cocktail qui doit prévoir, un an à l'avance, les types de gripes prévisibles. Il peut arriver qu'entre temps, d'autres souches virales se manifestent.

L'usage des médicaments antiviraux doit être modéré par plusieurs facteurs : il relève toujours de la liberté thérapeutique du médecin de le prescrire, il y a des effets secondaires, et la meilleure méthode aujourd'hui pour éviter les contaminations est l'application des mesures épidémiologiques classiques et d'hygiène.

L'usage médicamenteux n'est pas requis. En outre, le Centre fédéral d'expertise ne préconise pas ces molécules à grande échelle, mais seulement dans des cas déterminés, « sur mesure ».

Enfin, la firme Roche à l'origine du médicament n'a jamais introduit de demande de remboursement.

06.03 Pierrette Cahay-André (MR) : Toutes les mesures sanitaires ont, bien sûr, été prises. Mais si le médecin inspecteur dit qu'il faut administrer le Tamiflu, les gestionnaires de la maison de repos ne vont pas refuser. Dans une situation, les responsables municipaux ne peuvent pas dire qu'ils ne feront rien.

Lors de la crise de la grippe aviaire, on préconisait déjà l'usage du Tamiflu.

06.04 Rudy Demotte, ministre (en français) : En cas de grippe pandémique et non ordinaire.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **M. Koen Bultinck au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les expériences de délivrance d'héroïne à Liège" (n° P1790)**
- **M. Jo Vandeuren au premier ministre sur "les expériences de délivrance d'héroïne à Liège" (n° P1791)**
- **M. Jacques Germeaux à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les expériences de délivrance d'héroïne à Liège" (n° P1792)**

07.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Mettons-nous un instant à la place des pères et des mères qui s'efforcent d'élever leurs enfants en dehors de tout contact avec la drogue. Le gouvernement actuel, tout comme le précédent, ne leur ont pas facilité la tâche. On leur a laissé entendre à plusieurs reprises que consommer de la drogue n'est pas bien grave. Tout ceux que ce problème préoccupe savent pertinemment ce qu'il en est. Pour le PS, il fallait encore, semble-t-il, la cerise sur le gâteau : la délivrance gratuite d'héroïne.

Comment se fait-il que la fourniture d'héroïne ait cessé d'être punissable alors que la ministre de la Justice avait invariablement déclaré jusqu'ici qu'elle l'était ? La note fédérale Drogue de 2001 excluait explicitement toute expérience de ce type. Pourquoi y déroge-t-on à présent ?

Comment est-il possible qu'on veuille mener une telle expérience avant même l'évaluation de l'expérience précédente d'administration de méthadone ? Quand sera-t-il procédé à cette évaluation ?

Le point de vue des deux ministres PS traduit-il celui du gouvernement tout entier ?

07.02 Jo Vandeuren (CD&V) : Le bruit courait depuis quelques années que la Ville de Liège avait l'intention de distribuer gratuitement de l'héroïne. Mais chaque fois que nous avons posé des questions à ce sujet, on nous a dit pour nous apaiser qu'il n'en était pas question parce que cette pratique était punissable.

Nous savons tous que la Flandre et la Wallonie suivent en la matière des stratégies très différentes. Si les Flamands investissent dans des centres de prise en charge, des communautés thérapeutiques et une approche intégrée, les Wallons en revanche optent pour une distribution quasi incontrôlée de méthadone. Et alors qu'au Limbourg 27 généralistes seulement sont autorisés à prescrire de la méthadone, on n'en recense pas moins de 431 à Liège, qui plus est sans approche intégrale.

Quelle ne fut pas notre stupéfaction d'apprendre que de l'héroïne serait distribuée gratuitement à Liège. Les centres thérapeutiques de Flandre implorèrent, en vain, les pouvoirs publics de leur accorder des moyens et du personnel supplémentaires et voilà qu'à Liège, on dégage des ressources pour distribuer de l'héroïne. A Liège, la politique en matière de drogue est un véritable fiasco et il importe de prendre les mesures qui s'imposent pour réparer les dégâts qu'elle provoque. Je suis extrêmement déçu.

Quelle est la finalité de l'expérience menée à Liège ? Combien de personnes y sont associées ? Combien coûtera ce projet ? Comment évitera-t-on que cette expérience n'entre en conflit avec la loi pénale ?

07.03 Jacques Germeaux (VLD) : J'ai toujours soutenu envers et contre tout la politique de la ministre, mais

cette fois je suis déçu. La ville de Liège doit faire face à des problèmes de drogue à cause, prétend-on, de la proximité de Maastricht. Que dire alors de Genk, qui se trouve près de Maastricht et de Liège à la fois ? Il semble qu'il y ait une différence de mentalité en ce qui concerne l'approche de la drogue en Flandre et en Wallonie. Le fait que près de quatre cents médecins généralistes prescrivent de la méthadone à Liège est symptomatique à cet égard. Dans le Limbourg, 26 médecins seulement sont mandatés. L'autorité fédérale a fourni les impulsions nécessaires pour que le problème soit correctement abordé. Il reste à savoir pourquoi cela ne fonctionne pas à Liège. Pourquoi aucune ville flamande ne demande-t-elle la distribution contrôlée d'héroïne ?

Le ministre a-t-il obtenu l'accord d'instances internationales pour mener cette expérience ? Qu'advient-il des toxicomanes après les trois ans d'expérience ? Quels sont les résultats des expériences menées en Suisse ?

07.04 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Cette matière est particulièrement délicate. Je veux mener une guerre contre les drogues. Tout doit être mis en oeuvre pour sevrer les toxicomanes. Le sevrage n'est pas toujours efficace avec les mêmes produits. À l'échelon international, il existe différentes approches médicales dont les résultats sont divers. Le débat ne peut dès lors pas être réduit à une discussion purement éthique. Il s'agit de toxicomanes gravement malades qui ne peuvent être placés sous méthadone et pour lesquels une solution médicale doit être recherchée. Cette solution n'existe pas si les seuls arguments invoqués sont de nature éthique.

Un groupe restreint de cent personnes ainsi qu'un groupe de contrôle de cent personnes également sont associés au projet. Le prix moyen est de 22 euros par personne et par jour. Les personnes qui font partie du groupe restreint coûtent 45 euros par jour. À Liège, quelque 2.500 personnes sont héroïnomanes.

Aucune autorisation internationale n'est nécessaire pour mener ce projet pilote. Il suffit de le notifier. Une autorisation est par contre indispensable pour l'importation des produits.

Si l'efficacité de l'expérience est prouvée, nous devons examiner en conférence de consensus si elle peut être élargie à d'autres villes. Si elle ne fonctionne pas, il faut bien entendu y mettre un terme.

Le Fonds de lutte contre les dépendances dispose des moyens nécessaires au financement de cette expérience.

07.05 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Il est inconcevable que le ministre ose affirmer ici qu'il mène la guerre contre les drogues, alors qu'il émet par ailleurs des signaux contraires.

Je n'ai pas obtenu de réponse à un certain nombre de questions concrètes. La distribution d'héroïne n'est-elle plus punissable ? Le gouvernement renie-t-il sa note de 2001 relative à la drogue ? Le traitement à la méthadone a-t-il fait l'objet d'une évaluation ?

Cette expérience n'est même pas soutenue par le gouvernement. Il s'agit d'une initiative du PS visant à s'attirer des électeurs parmi les héroïnomanes.

07.06 Jo Vandeuren (CD&V) : Au cours des prochaines semaines, le gouvernement s'évertuera sans doute à présenter sous un jour favorable la politique qu'il a mise en oeuvre mais je me demande si les membres de la coalition violette oseront regarder en face les parents de jeunes toxicomanes et surtout oseront leur dire en quoi a consisté réellement leur politique dans ce domaine. L'équipe Verhofstadt a d'abord appliqué une politique de tolérance et il distribue aujourd'hui de l'héroïne gratuite alors que des centres de thérapie flamands implorent pour obtenir plus de moyens. Cette mesure de distribution d'héroïne apparaît dès lors comme une priorité des plus incongrues. Le système appliqué en Flandre porte ses fruits. L'expérience menée actuellement à Liège est donc emblématique d'une politique de la santé à deux axes dans notre pays. Je comprends très bien que le premier ministre n'ait pas souhaité répondre à cette question car même un membre de son Open VLD s'oppose ouvertement à cette approche.

07.07 Jacques Germeaux (VLD) : Il ne faut pas chercher de querelle interne à mon parti. La politique du gouvernement violet en matière de drogue n'a pas échoué. Avant la violette il n'y avait pas de politique, tout simplement. Mais je regrette le signal qui est émis aujourd'hui. Si l'approche est bonne au plan fédéral, on

opte au plan local pour une approche injustifiée. Le ministre veut appréhender le problème sous l'angle éthique mais aussi et surtout médical. L'éthique revêt une importance essentielle dans cette matière. Je m'interroge sur le déroulement ultérieur de ce projet.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Dirk Claes au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'entreposage des armes dans les commissariats de police" (n° P1783)**

- **M. Dylan Casaer au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'entreposage des armes dans les commissariats de police" (n° P1784)**

08.01 Dirk Claes (CD&V) : La nouvelle loi sur les armes présente à nouveau toutes les caractéristiques du travail à la hâte auquel la violette nous a habitués. Ainsi, la collecte des armes dans les bureaux locaux de la police pose de nombreux problèmes. Le syndicat de la police ne mâchait pas ses mots, ce matin, à cet égard. Ces armes doivent ensuite être acheminées vers un dépôt intermédiaire avant d'arriver à Gand en vue de leur destruction. Les problèmes liés aux munitions qui ont été récoltées constituent l'aspect le plus saillant de ce dossier. L'engagement initial d'acheminer toutes les munitions au quartier du SEDEE à Heverlee le 17 janvier a subitement été annulé le 12 janvier. La Justice, la Défense et l'Intérieur ne parviennent manifestement pas à élaborer des accords viables. En conséquence, rien que dans ma zone de police, 160 kilos de munitions sont entreposés dans un bureau de police qui est fermé la nuit et les week-ends. On peut parler d'une véritable situation explosive !

Pourquoi l'accord conclu avec le SEDEE ne s'est-il pas concrétisé ? A-t-on pu trouver entre-temps une solution alternative ? Quelles mesures le ministre va-t-il élaborer pour décharger au plus vite les services de police des munitions qu'ils ont récoltées ?

08.02 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : La loi sur les armes est réellement devenue plus sévère. Un grand nombre d'armes ont été remises grâce à cette évolution positive. On ne peut cependant que regretter les problèmes qui se posent quant à leur stockage et à leur destruction. Si la livraison à Sidmar, à Gand, des armes collectées par les zones de police de la région d'Alost en vue de leur destruction ne pose aucun problème, en revanche, le règlement mis en place pour les munitions se concrétise plus difficilement. Le premier régime a déjà été remplacé par un deuxième. Le gouverneur de la province édicte des directives relatives au stockage à l'adresse des bureaux de la police locale. Les munitions doivent ensuite être regroupées dans un centre provincial désigné par la police fédérale avant d'être expédiées depuis toutes les provinces vers le domaine militaire de Bertrix. Une société allemande se charge ensuite de leur destruction. Chacun connaît-il suffisamment sa mission ? Comment l'entreprise va-t-elle être payée ?

Je suis également préoccupé par la communication du syndicat policier. Ce dernier a-t-il d'abord tenté de prendre contact avec le ministre ou a-t-il immédiatement livré l'affaire à la presse ?

08.03 Patrick Dewael, ministre (en néerlandais) : Je répondrai bien sûr au nom du gouvernement. Les éléments qui relèvent de ma compétence, à savoir les bureaux de police, ne constituent dans ce dossier que des instruments intervenant dans la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les armes. Le scénario a été élaboré par le service des armes de la Justice, et la Défense a également eu son rôle à jouer en la matière.

Jusqu'à ce matin, je n'avais pas connaissance de plaintes notoires. Le représentant syndical s'est employé, dans une certaine mesure, à noircir le tableau. La réalité est manifestement moins critique.

La loi sur les armes est un réel succès. Soixante-deux mille armes ont déjà été déposées et trente mille détruites. Selon M. Claes, la loi est le résultat de la précipitation mais des circonstances sociétales nous ont contraints à prendre rapidement une initiative. Les maladies de croissance ne sont par ailleurs jamais totalement exclues.

Les armes déposées sont acheminées par les commissariats de police vers les DirCo de la police fédérale à Gand ou à Liège et sont ensuite transférées vers Arcelor pour être détruites. Cette procédure ne pose aucun problème.

Les munitions déposées doivent être acheminées des DirCo vers un entrepôt central à Bertrix. M. Flahaut est compétent en la matière. Il a veillé à ce que les munitions puissent être détruites par une société allemande qui détruit également les munitions de l'armée. La conclusion de ce contrat entre M. Flahaut et Mme Onkelinx a pris un peu de retard mais il m'est revenu que tout serait réglé dans quelques jours ; les transports vers la société allemande pourront ensuite commencer.

La loi est un franc succès, notamment grâce à l'intervention des gouverneurs. La destruction des armes – et bientôt celle des munitions également – ne pose aucun problème. M. Claes ferait mieux de réfléchir à deux fois avant de formuler un jugement sévère.

08.04 Dirk Claes (CD&V) : La collecte de 62.000 armes constitue un succès mais une quantité importante de munitions a également été restituée et celles-ci sont déjà conservées depuis trois mois dans les commissariats de police. Il s'agit là d'une situation dangereuse. Les commissariats n'ont encore reçu aucune note du ministre ou de ses services sur ce qu'il convient de faire de ces munitions.

Que doivent penser les citoyens de toutes ces munitions qu'ils ont docilement restituées et qui se trouvent à présent dans les commissariats ? Au lieu de chercher une solution, on a donc créé un danger supplémentaire ! Les ministres de la Défense, de la Justice et de l'Intérieur auraient déjà pu élaborer une réglementation depuis longtemps. On peut se demander s'il y a encore un gouvernement.

08.05 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : M. Claes ne doit pas faire une caricature de la situation. Avant que les munitions ne soient stockées dans les commissariats, elles se trouvaient au domicile des citoyens ! La situation actuelle est déjà beaucoup moins dangereuse que par le passé grâce au civisme de chacun.

08.06 Dirk Claes (CD&V) : Il ressort des rapports du Comité P que la police rencontre déjà des problèmes avec ses propres armes et munitions. S'y ajoutent encore à présent les munitions restituées, ce qui ne fait qu'aggraver la situation.

08.07 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Ce durcissement de la loi sur les armes est capital. Plus nombreuses seront les armes remises dans les commissariats de police, moins nombreux seront les accidents dus à leur usage. Je déplore que d'aucuns caricaturent la situation, de même que je regrette qu'un syndicat ait préféré divulguer cette affaire dans la presse plutôt que d'utiliser d'abord les canaux internes.

Il faut espérer que ce problème sera résolu rapidement. Tant que ce ne sera pas le cas, j'espère que les commissariats de police assureront eux-mêmes un bon stockage et une bonne surveillance des armes qui leur auront été remises.

L'incident est clos.

09 Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre des Affaires étrangères sur "l'interdiction internationale des bombes à fragmentation et le processus d'Oslo" (n° P1785)

09.01 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : La Chambre a adopté l'année dernière un projet interdisant les armes à sous-munitions. Nous avons alors demandé au ministre d'oeuvrer en faveur d'une telle interdiction au niveau international. Lors de la conférence de révision de la convention sur les armes conventionnelles (CAC) à Genève, certains grands pays qui sont opposés à l'interdiction des armes à sous-munitions ont empêché toute avancée en la matière. Les diplomates belges seraient restés très passifs dans ce cadre.

La Norvège a dès lors pris l'initiative d'organiser une conférence à Oslo, afin de tenter par cette voie de se rapprocher d'une interdiction internationale. Quarante-cinq pays participeront la semaine prochaine à cette conférence. Un peloton de tête de pays oeuvrant pour une interdiction s'est dégagé et d'aucuns estiment que la Belgique n'en fait pas partie. Quelques grands pays voudraient également entraver les négociations à Oslo car ils estiment que de telles négociations ne peuvent être menées que dans le cadre de la CAC.

Quel sera le mandat des diplomates belges à Oslo ? Le ministre est-il d'avis que des progrès plus rapides pourraient être réalisés à Oslo ?

09.02 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : La CAC s'est effectivement tenue à Genève en novembre 2006. La Norvège a alors annoncé vouloir organiser une conférence internationale sur les armes à sous-munitions.

Selon M. Van der Maelen, nos diplomates ne se seraient pas montrés très actifs à Genève. Les informations dont je dispose disent le contraire. La Belgique y a pris l'initiative de l'organisation d'une conférence des experts, qui se tiendra en juin 2007 à Genève et qui examinera le problème des armes à sous-munitions et fera rapport à l'assemblée générale de la CAC en novembre 2007.

Certains pays continuent de s'opposer à l'interdiction des bombes à fragmentation parce que les intérêts stratégiques priment à leurs yeux. La Belgique a signé, de même que 24 autres pays, une déclaration dans laquelle il est demandé avec insistance que l'on consacre rapidement des négociations à l'élaboration d'un instrument international pour réglementer l'utilisation des sous-munitions. Ces pays ont aussi été invités à la conférence d'Oslo les 22 et 23 février.

Après la CAC de 2006, j'ai en outre demandé à tous les diplomates de présenter notre législation relative aux sous-munitions et d'insister sur la création d'un instrument international pour régler l'utilisation de ces armes. La Belgique fait donc en quelque sorte partie d'une *coalition of the willing* en ce qui concerne l'interdiction des sous-munitions. Si 45 pays seront présents à la conférence d'Oslo, c'est aussi grâce à nos efforts. Nous jouons incontestablement un rôle dans les progrès qui sont réalisés au plan international.

La délégation des diplomates et des experts militaires belges à Oslo sera conduite par le représentant spécial pour le désarmement et la non-prolifération, M. Bauwens. Nous avons déjà des contacts avec la Norvège en vue de préparer la conférence.

D'après moi, les négociations de Genève et d'Oslo sont complémentaires. L'objectif est d'ailleurs d'organiser la prochaine conférence en Belgique, en novembre 2007. Il en a déjà été question au sein de l'assemblée générale des Nations unies.

09.03 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit) : La Belgique a beau faire être associée à la *coalition of the willing*, elle ne fait pas partie, si je suis bien informé, de la *coalition of the very willing*. La Norvège a invité un certain nombre de pays, mais pas le nôtre, à participer à la rédaction du texte en vue de la conférence et approcher le reste de la communauté internationale. C'est regrettable car la Chambre unanime avait formé le voeu qu'une interdiction internationale soit édictée dans les meilleurs délais. Nos troupes au Liban constatent aujourd'hui les dommages causés par les munitions à fragmentation. Il faut une interdiction à l'échelle internationale le plus rapidement possible car il vaut toujours mieux prévenir que guérir.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Véronique Salvi au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les différences de salaire entre hommes et femmes" (n° P1793)

10.01 Véronique Salvi (cdH) : Les femmes gagnent moins que les hommes. Ce constat, qui n'est pas neuf, a été confirmé récemment par une étude de la FGTB qui fait état d'une différence de 26 % entre le salaire brut des hommes et celui des femmes. Cette étude montre également que les hommes représentent 57 % du marché du travail mais 64 % de la masse salariale. On sait aussi que l'écart salarial entre hommes et femmes n'a pas beaucoup évolué depuis 1999.

L'étude de la FGTB nous apprend également que les écarts varient selon les secteurs d'activité. Ce phénomène s'explique par les différences en matière de temps de travail, par le fait que les femmes s'orientent davantage vers des secteurs moins « porteurs » sur le plan salarial, par exemple les soins de santé, ou encore par la sous-représentation des femmes dans les fonctions dirigeantes.

Le gouvernement a décidé récemment de prendre enfin des mesures pour réduire ces inégalités salariales. Pourquoi avoir attendu la fin de la législature ? Ces mesures seront-elles contraignantes ? Quels résultats comptez-vous obtenir ? Dans quel délai ? Comment ces mesures seront-elles évaluées ?

10.02 Christian Dupont, ministre (*en français*) : Les écarts salariaux entre hommes et femmes sont, effectivement, injustifiables et doivent être combattus par chacun.
Je partage cette compétence avec le ministre de l'Emploi.

Une loi de 1999 permet d'estimer en justice contre de telles inégalités, mais elle n'a connu aucune condamnation et n'a donné aucune jurisprudence jusqu'à présent. Une loi est en préparation au Parlement, permettant d'obtenir réparation ou même six mois d'indemnités en cas de traitements inéquitables. J'ai demandé à l'Institut pour l'égalité entre les femmes et les hommes de faciliter le fait d'estimer en justice.

Madame Onkelinx avait lancé une étude sur le projet européen EVA. Il s'agit de relever la classification des fonctions, qui constitue l'une des raisons des inégalités. Les résultats ont été publiés en novembre. L'étude sur les écarts salariaux demandée par le gouvernement à l'Institut sera prête fin de ce mois. La situation de la Belgique en ce domaine n'est pas très positive.

Je ne peux partager tout à fait votre avis selon lequel mon département s'en serait aperçu à la fin de la législature. Des travaux ont débuté avant nous ; nous en avons commencé d'autres, d'autres encore seront poursuivis par mon successeur.

10.03 Véronique Salvi (cdH) : En tant que ministre de l'égalité des chances, il me semble que vous devriez inciter à l'action et montrer l'exemple. Au-delà des constats, il est urgent de passer à l'action.

L'incident est clos.

11 Question de M. Jean-Claude Maene au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les déclarations du directeur de la SNCB sur les avantages du bus" (n° P1794)

Le **président** : M. De Padt m'a signalé qu'il a déjà posé cette question en commission, mais sur la base du titre, les services n'ont pas pu constater qu'il s'agissait de la même question. M. Maene peut dès lors poser sa question et M. De Padt peut s'y joindre.

11.01 Jean-Claude Maene (PS) : Les déclarations de l'ex-futur directeur du département voyageurs de la SNCB ont provoqué l'émotion dans la presse.

M. Pardon estime que la SNCB doit se concentrer sur le transport de masse entre grandes villes, et qu'il faut recourir aux bus pour couvrir les autres zones, par souci environnemental ! Les arguments sont inversés dans ses réflexions concernant le RER, qui devient le problème exclusif de la STIB.

A quel titre M. Pardon s'exprime-t-il ?

Est-il question de supprimer les lignes en question et d'alléger l'offre en zone rurale ?

Sachant que le chemin de fer est le moyen de transport en commun le moins polluant, et que vous avez annoncé des économies d'énergie dans les entreprises publiques autonomes, comment comprendre de telles déclarations ?

Où en est le RER ?

11.02 Guido De Padt (VLD) : Les grèves spontanées du personnel des chemins de fer à Termonde et à Grammont sont peut-être à mettre en corrélation avec les propos tenus le week-end dernier dans la presse par M. Pardon. Ce dernier avait préconisé la suppression des omnibus, estimant qu'il vaut mieux utiliser les trains sur de longs trajets. Il avait ajouté que l'augmentation du nombre de voyageurs de 25% d'ici à 2012, il se poserait à son estime des problèmes de personnel et de capacité. Interrogé sur ce sujet par mes soins en

commission lundi, le secrétaire d'Etat avait demandé un délai de réflexion. A-t-il entre temps arrêté son pont de vue ?

11.03 Bruno Tuybens, secrétaire d'Etat (*en français*) : C'est en tant que retraité ayant une longue expérience de travail dans ce domaine que M. Pardon s'est exprimé, à titre personnel, à ce sujet.

La SNCB n'envisage pas de réduire l'offre en zone rurale. Au contraire, puisque le RER développera le service et que certaines liaisons locales ont été étendues.

Il faut avant tout améliorer la collaboration entre les différentes sociétés de transport en commun.

(*En néerlandais*) Je ne voulais pas répondre lundi étant donné que de nombreuses réactions continuaient à nous parvenir. Alors que la plupart des positions sont connues aujourd'hui, je vous informe en ma qualité de secrétaire d'Etat que la SNCB ne prévoit aucun changement. En mon nom propre, je souligne qu'à l'étranger le train est essentiellement utilisé pour le transport entre les zones urbaines mais que dans notre pays, il faut tenir compte de l'infrastructure existante. Cinq ou six bus seraient nécessaires pour le remplacement d'un train. Ces bus ne roulent par ailleurs pas en site propre et aggravent dès lors le problème des embouteillages. Il est donc préférable de maintenir la situation en l'état.

La direction des chemins de fer doit tenir compte des moyens financiers, du personnel et du matériel pour compenser l'augmentation potentielle du nombre d'utilisateurs. Le gouvernement a fourni de nombreux efforts au cours des quatre dernières années. Je suppose qu'il continuera en ce sens étant donné que seuls les transports publics peuvent résoudre le problème de mobilité.

11.04 Jean-Claude Maene (PS) : Régulièrement, lorsque l'on évoque la question de la mobilité en zone rurale, c'est pour en réduire l'offre. Mieux vaut améliorer la synergie entre la SNCB et les bus, qui ramènerait bien du monde vers les trains.

La SNCB devra se fixer des objectifs et notamment, puisque je suis concerné, moderniser la ligne Luxembourg-Bruxelles.

11.05 Guido De Padt (VLD) : Je considère également que les sites existants doivent rester en usage, même si le *lightrail* pourrait être mis en service. L'aménagement du Réseau Express Régional (RER) revêt la plus haute importance aussi. A Zottegem, l'organisation d'un cycle d'études consacré à un réseau de banlieue dans la périphérie gantoise a d'ailleurs été annoncée cette semaine.

L'incident est clos.

Projets de loi et propositions

12 **Projet de loi portant création d'un Conseil consultatif fédéral des aînés (2503/1-4)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

12.01 Danielle Van Lombeek-Jacobs, rapporteur : Je m'en réfère à mon rapport écrit.

12.02 Philippe Monfils (MR) : Nous allons nous prononcer sur la création du conseil consultatif des aînés. Il y a cinquante ans, être vieux, c'était la fin de la carrière, une activité réduite, des ennuis de santé, l'isolement social et la déconnexion intellectuelle. A partir de 60 ou de 65 ans, on attendait la fin. Peu à peu, les choses ont changé : chaque année, l'espérance de vie s'accroît de deux à trois mois, la médecine progresse. Un jour, être centenaire sera banal.

Il est important que la personne âgée quitte son statut de personne marginalisée et protégée pour s'affirmer en tant qu'acteur dynamique de sa propre vie et aussi d'une vie économique, politique, sociale et culturelle. Qu'on ne parle plus d'inactifs ! Nous sommes tous concernés par le phénomène de vieillissement démographique mais ce n'est pas un élément négatif qui pèserait sur le devenir social du pays.

On commence enfin à prendre conscience du rôle actif des seniors. Le pacte de solidarité entre les générations contient des mesures positives, permettant de travailler après l'âge de la retraite et encourageant le vieillissement actif des personnes qui sont encore en très grande forme et souhaitent contribuer au développement du pays.

L'université du troisième âge dispense des formations à des seniors guidés par une grande curiosité intellectuelle. Les agences de voyage enregistrent des demandes de personnes âgées pour des destinations lointaines.

Bref, les seniors ont aujourd'hui un rôle actif à jouer dans notre société et il faut les y encourager.

Dans ce cadre, ce projet – qui n'est pas un gadget – prend tout son sens. Il appartiendra au gouvernement de mettre sur pied, via des arrêtés d'exécution, ce Conseil consultatif. Le ministre des Pensions a annoncé que, pour des raisons pratiques, l'installation de ce Conseil serait du ressort du prochain gouvernement. Pourquoi attendre ? Certes, il y a divers arrêtés à prendre, il faut préciser sa composition, son mode d'organisation et de fonctionnement, mais cela ne doit pas prendre des mois ! D'autant qu'un consensus s'est fait sur cette création.

Je me réjouis d'observer que, parmi les membres de ce Conseil, il est prévu de choisir des membres des conseils consultatifs des aînés des Régions. Peut-être est-ce la cause de ce blocage, mais ce n'est pas d'une extrême difficulté : il ne s'agit pas d'un sujet qui fâche, mais d'une problématique positive, en outre réclamée par les personnes du troisième âge. Il faudra constituer une structure au niveau communal, provincial, régional et communautaire et fédéral.

Ce Conseil doit pouvoir attirer l'attention des autorités publiques sur les conséquences de certaines législations ou réglementations, ou sur les difficultés rencontrées et les revendications des personnes âgées dans tel ou tel secteur. Il devra aussi vérifier si ses recommandations ont été suivies ou non, et pour quelles raisons.

L'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite, par exemple, serait discutée au niveau des communes, tandis qu'au niveau fédéral, on veillerait aux dispositions relatives au travail après l'âge de la pension, à la suppression de la cotisation de solidarité, et d'autres encore.

Les personnes âgées doivent se rendre compte qu'elles font partie de la société, qu'elles ne sont ni oubliées ni mises au placard. Ce moment est donc important. Ce Conseil consultatif peut faire avancer la cause des personnes âgées. Je vous encourage tous à voter en ce sens.

J'espère que nous pourrions installer ce Conseil le plus vite possible, car il est attendu par beaucoup de personnes.

12.03 Maggie De Block (VLD) : Le vieillissement de la population se traduit par l'élargissement croissant du groupe des personnes âgées dans notre société. Il est dès lors logique qu'elles soient représentées au sein des organes qui décident de la qualité de leur vie pour le futur. Leurs connaissances et leur expérience peuvent être utiles à cet effet.

Le décret flamand du 30 avril 2004 a créé un conseil consultatif des aînés. L'on veut associer les aînés à la politique par le biais du comité de concertation des seniors. Le Parlement flamand a également voulu encourager la participation des aînés à la vie politique sur le plan communal. Vous n'êtes pas sans savoir

que les conseils locaux des seniors font oeuvre utile dans de nombreuses communes.

Sur le plan fédéral également, les aînés sont impliqués dans de nombreux domaines politiques. Ils sont directement concernés par un grand nombre de secteurs de la sécurité sociale. En matière de pensions, un Comité consultatif avait déjà été créé antérieurement. Ce Comité a déjà accompli un travail très utile. De même, les personnes âgées sont également davantage concernées que la population active par les soins de santé. Le financement des maisons de repos constitue une compétence importante de l'assurance maladie. Enfin, des domaines comme la mobilité concernent également les personnes âgées.

Au Sénat, un consensus s'est très rapidement fait jour au sein de la majorité en faveur de la création d'un conseil des seniors au niveau fédéral également. A l'avenir, il serait du reste peut-être préférable de recueillir l'avis d'autres groupes, tels les malades chroniques. Je me félicite de la création d'un conseil consultatif fédéral au sein duquel pourront travailler les différentes commissions. Ce sera une manière de prévenir la mise en place de structures parallèles et d'éviter que plus d'une voix intervienne dans le débat.

Pour créer le Conseil consultatif fédéral des aînés, les auteurs se sont inspirés de l'arrêté royal régissant le Comité consultatif pour le secteur des pensions. Le Conseil devra être doté d'un bureau étant donné qu'il sera appelé à collaborer avec plusieurs commissions. Au sein du conseil, les aînés devront superviser leurs avis respectifs. Ils devront harmoniser leurs positions mutuelles car ils auront tôt fait de comprendre que tout est lié.

Un débat nourri a été consacré à la question de savoir s'il convenait d'employer le terme "aînés" ou celui de "seniors". Les associations de personnes âgées ont opté elles-mêmes pour le terme "aînés", notamment pour une question de parallélisme avec le décret flamand.

La mission, aux facettes multiples, du Conseil ne se limitera pas à la formulation d'avis. Le Conseil examinera aussi la déclaration de politique annuelle du gouvernement pour ce qui regarde les matières qui concernent le troisième âge. En outre, le Conseil déléguera des observateurs aux comités d'avis européens et il évaluera les services rendus aux personnes âgées par les services publics.

Nous espérons que les décideurs politiques de l'avenir tiendront vraiment compte des avis émis par le Conseil. Notre groupe est satisfait de la mouture actuelle du projet et espère qu'il entrera en vigueur dans les plus brefs délais.

12.04 Muriel Gerkens (ECOLO) : Ecolo se réjouit de la création d'un Conseil consultatif fédéral des aînés qui pourra être saisi et se saisir d'éléments relatifs à la politique fédérale tels que les pensions, l'égalité des chances, la lutte contre la précarité, la mobilité et l'accès aux soins de santé. Ce Conseil est d'autant plus important que les aînés sont aujourd'hui des citoyens particulièrement actifs dans notre société.

Il faut que le gouvernement prenne l'avis de ce Conseil et il est important que le gouvernement doive justifier son refus de suivre les recommandations qui en émanent. Sans compter le rapport annuel transmis au parlement, les avis donnés doivent être disponibles sur un site internet.

Il faut garantir une pluralité dans la composition du Conseil et tenir compte des différents courants philosophiques, politiques et sociologiques au sein de notre société.

Enfin, nous pensons que le prochain gouvernement pourrait également travailler à la mise en place d'un Conseil consultatif fédéral des jeunes.

12.05 Greta D'hondt (CD&V) : J'aimerais profiter de l'occasion pour demander au ministre de me garantir qu'il dotera aussi le Conseil des moyens administratifs, logistiques et financiers nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

12.06 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Je puis seulement confirmer ce que j'ai déjà dit en commission : comme il s'agit d'une initiative parlementaire, les ressources requises pour son financement n'ont pas été réservées au préalable. Ce ne sera pas le gouvernement actuel mais le suivant qui supprimera

le comité consultatif et créera le Conseil consultatif fédéral des aînés. Je suis convaincu que ce Conseil sera doté des moyens nécessaires dès qu'il aura été créé.

Le **président** : Quelqu'un demande-t-il encore la parole ? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2503/4)

L'intitulé en français a été modifié par la commission en "projet de loi créant un Conseil consultatif fédéral des aînés".

Le projet de loi compte 9 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 9 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

13 **Projet de loi relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme (2848/1-4)**
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'État (2849/1-2)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux projets de loi. (*Assentiment*)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : M. Fournaux, rapporteur, me fait savoir qu'il se réfère à son rapport écrit.

13.01 **Simonne Creyf** (CD&V) : Notre groupe soutient les deux projets, étant donné qu'un compromis relativement équilibré a été trouvé entre les intérêts des assurés et ceux des (ré)assureurs qui souhaitaient plus de transparence.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2848. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2848/4)

Le projet de loi compte 24 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 24 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2849. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2849/1)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article avec corrections de texte.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

14 **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition (2834/1-5)**

- **Projet de loi modifiant l'article 220 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, l'article 121, § 1er, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que l'article 584 du Code judiciaire, et insérant l'article 41 dans la loi du ... relative aux offres publiques d'acquisition (2835/1-2)**

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux projets de loi. (*Assentiment*)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

14.01 Luk Van Biesen, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit, mais je souhaiterais prendre la parole au nom du groupe VLD.

Le **président** : M. Van Biesen peut à présent intervenir au nom de son groupe.

14.02 Luk Van Biesen (VLD) : Le présent projet mérite toute l'attention de la Chambre. Nous avons pu l'examiner en toute tranquillité et dans le cadre d'un dialogue constructif entre la majorité et l'opposition ainsi qu'entre la Chambre et le ministre.

Il s'agit d'un projet technique dont chaque terme a son importance. La commission a pu prendre connaissance des arrêtés d'exécution joints à la loi, ce qui a favorisé la transparence de la méthode de travail adoptée.

Ce projet de loi transpose la directive européenne concernant les offres publiques d'acquisition en droit belge. La directive tend à harmoniser les règles relatives aux offres publiques d'acquisition portant sur des titres avec droit de vote émis par des sociétés cotées en bourse. Elle laisse aux États membres une large marge d'appréciation et permet de soustraire les sociétés belges à l'application de certaines règles. Le projet de loi vise également à moderniser la réglementation relative aux offres d'acquisition.

Le gouvernement a décidé que l'obligation de faire une offre naît au moment de l'acquisition de 30 % des titres avec droit de vote de la société cible. Un régime transitoire est prévu pour certaines sociétés.

La question majeure pour la commission était de savoir si nous pourrions préserver l'ancrage des sociétés belges dans notre État ainsi que la dynamique des entreprises familiales après la transposition de la directive. C'est pourquoi l'article de base 74 a été réécrit et présenté sous la forme d'un amendement – le nouvel article 74 – par MM. de Donnea et Gustin, Mme Annemie Roppe et moi-même, à la satisfaction du secteur.

Le rapport fait partie de la législation et indique clairement à l'intention des entreprises familiales quand il faut formuler une offre publique de reprise et quand il ne faut pas. Certaines entreprises familiales ne se réjouissent pas de ce projet de loi. Tout ce que je puis leur dire, c'est que la Belgique ne peut pas ignorer les directives européennes. Après avoir longuement pesé le pour et le contre, nous avons opéré un choix que je sais judicieux. Il s'agit d'une bonne loi et le VLD adoptera le projet.

14.03 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Le gouvernement a prévu un certain nombre de dispositions transitoires en vue de permettre aux actionnaires familiaux de sociétés belges cotées de préserver l'ancrage belge de leur actionnariat sans avoir à lancer une OPA.

La Belgique est un des rares États membres de l'Union européenne à avoir prévu des dispositions transitoires d'une telle importance. Ainsi, ne sont pas soumises à l'obligation de lancer une offre, les

personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, détenaient déjà 30% des titres. Pour bénéficier de cette dispense après l'entrée en vigueur de la loi, il faut procéder, dans le délai prévu et de manière régulière, à une notification initiale à la CBFA et à une communication plus synthétique à la société concernée.

Nous allons communiquer assez largement pour que les partenaires n'hésitent pas à entamer cette procédure.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2834. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2834/5)

Le projet de loi compte 77 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 77 sont adoptés article par article, avec corrections de texte.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2835. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2835/1)

Le projet de loi compte 6 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article, avec corrections de texte.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

15 Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un cadre législatif concernant les paramoteurs (2459/1-3)

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2459/3)

La discussion est ouverte.

15.01 Jef Van den Bergh, rapporteur : Le secteur du paramoteur réclame un cadre légal. Le ministre Landuyt ne prenant guère d'initiatives dans ce domaine, M. De Padt a déposé une résolution visant à inciter le gouvernement à faire preuve d'un peu plus de diligence. Je rappelle qu'un paramoteur est un aéronef composé d'un parapente et d'un moteur qui se situe tantôt sur le dos du pilote, tantôt sur un chariot équipé de roues.

Je renvoie à mon rapport écrit pour le compte rendu de la discussion en commission.

La résolution a été adaptée sur certains points, le ministre Landuyt ayant dans l'intervalle pris certaines initiatives. La résolution a été adoptée à l'unanimité.

15.02 Guido De Padt (VLD) : L'importance d'une résolution est généralement sous-estimée mais, en l'occurrence, une résolution semble tout de même avoir un effet proactif.

En septembre 2005, M. Landuyt n'accordait pas la priorité à l'élaboration d'un cadre légal pour le sport paramoteur. Après le dépôt de notre proposition de résolution, le ministre a malgré tout élaboré un cadre réglementaire spécifique.

À notre estime, la sécurité du sport doit être prioritaire. Actuellement, ce sport se trouve plus ou moins dans l'illégalité. Il est en principe soumis à la loi sur les vols mais celle-ci ne peut être appliquée. Nous nous félicitons donc de ce que l'on s'attèle finalement à l'élaboration d'un cadre légal.

Le président : La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

16 Proposition de loi instaurant la possibilité de procéder à la perception immédiate en cas d'infraction routière commise par un militaire (2527/1-2)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : Mme De Bue, rapporteur, est absente et renvoie à son rapport écrit.

16.01 Guido De Padt (VLD) : Cette proposition de loi permet de lever une injustice. L'encaissement immédiat est d'application pour les citoyens qui commettent une infraction ordinaire alors que les militaires en fonction qui commettent ce type d'infraction doivent comparaître devant le tribunal de police. Cette situation est un résidu de la comparution obligatoire des militaires devant le conseil de guerre par le passé mais celui-ci a été supprimé en 2003.

Grâce à cette modification de loi, les militaires seront considérés comme des citoyens ordinaires lorsqu'ils commettent une infraction mineure.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2527/1)

La proposition de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

17 Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 1er juin 2006 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (2798/1)

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2798/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

18 Nomination d'un membre suppléant néerlandophone du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles

L'ordre du jour appelle le scrutin en vue de la désignation d'un membre suppléant néerlandophone du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles.

Les candidatures introduites auprès de la Chambre des représentants ont été communiquées lors de la séance plénière du 8 février 2007.

La liste des candidats a été distribuée sur les bancs sous le n° 2899/1.

Je vous rappelle que la désignation doit se faire à la majorité des deux tiers.

Le scrutin étant secret, les bulletins ne peuvent être signés.

Nous devons d'abord procéder au tirage au sort d'un ou de deux bureaux de scrutateurs composés chacun de quatre membres qui seront chargés du dépouillement. Je vous propose cependant de désigner les deux secrétaires siégeant au bureau ce jour pour dépouiller les scrutins.

Pas d'observation ? (Non)

Il en sera ainsi.

Mmes Corinne De Permentier et Greet van Gool sont désignées pour dépouiller les scrutins.

Je vous propose de procéder au dépouillement des scrutins à la salle des Conférences, en présence des scrutatrices.

Pas d'observation ? (Non)

Il en sera ainsi.

À l'appel de son nom, chaque membre est prié de venir déposer son bulletin non signé dans l'urne, en montant à la tribune, de ma gauche à ma droite.

J'invite les secrétaires à procéder à l'appel nominal.

Il est procédé à l'appel nominal.

Je déclare le scrutin clos et invite les scrutateurs à procéder au dépouillement.

Scrutin sur les naturalisations

L'ordre du jour appelle le scrutin sur les naturalisations. (2870/1+2)

Les membres sont priés de déposer la proposition de lois de naturalisation dans l'urne.

La proposition de lois de naturalisation ne peut pas être signée.

Le membre qui n'entend pas accorder la naturalisation à un demandeur biffera le nom de l'intéressé sur la liste qui lui a été remise.

Deux secrétaires doivent procéder au dépouillement du scrutin. Je vous propose de désigner sans procéder à un tirage au sort mesdames Greet van Gool et Corinne De Permentier secrétaires, en qualité de scrutateur.

J'invite les secrétaires à procéder à l'appel nominal.

Il est procédé à l'appel nominal.

Nous allons clore le scrutin pour les demandes de naturalisation.

Je prie les membres qui n'ont pas encore déposé leur bulletin de le faire immédiatement.

Je déclare le scrutin clos.

19 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au Règlement.

Pas d'observation ? (Non)

Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération :

- la proposition de loi de MM. Thierry Giet, Daniel Bacquelaine et Dirk Van der Maelen et Mme Maggie De Block modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public en ce qui concerne la responsabilité civile des bourgmestres et échevins en cas d'accidents du travail (n° 2892/1). Elle est renvoyée à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique;

- la proposition de résolution de Mme Muriel Gerken, M. Jean-Marc Nollet, Mmes Marie Nagy et Zoé Genot tendant à visibiliser l'empreinte écologique des produits de consommation (n° 2919/1). Elle est renvoyée à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Pas d'observation ? (Non)

Il en sera ainsi.

20 Nomination d'un membre suppléant (N) du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles – Résultat du scrutin

Votants	101	Stemmen
Blancs ou nuls	4	Blanco of ongeldig
Valables	97	Geldig
Majorité absolue	65	Volstrekte meerderheid

M. Detraux a obtenu 71 suffrages.

M. Morlion a obtenu 26 suffrages.

M. Johan Detraux ayant obtenu la majorité des deux tiers des suffrages, est proclamé membre suppléant néerlandophone du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles.

Votes nominatifs

21 Motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Jef Van den Bergh sur "la mise en oeuvre de la résolution relative au gilet de sécurité réfléchissant adoptée par la Chambre" (n° 1015)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 5 février 2007.

Une motion de recommandation (MOT n° 1015/1) a été déposée par M. Jef Van den Bergh.

21.01 **Jef Van den Bergh** (CD&V) : Il est inconcevable qu'il faille voter sur cette motion car la Chambre unanime a adopté la résolution relative au gilet fluorescent obligatoire. Sa mise en œuvre par M. Landuyt a malheureusement été minimaliste. Je demande au gouvernement de témoigner de davantage de respect pour le Parlement et de veiller à exécuter parfaitement ses résolutions. La résolution de Mme Vautmans ayant été adoptée à l'unanimité, j'imagine qu'il en ira de même de ma motion. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

(Stemming/vote 1)		
Ja	43	Oui
Nee	68	Non
Onthoudingen	6	Abstentions
Totaal	117	Total

Par conséquent, la motion de recommandation est rejetée.

21.02 **Joseph Arens** (cdH) : J'ai pairé avec Mme Pécriaux.

22 Motion déposée en conclusion de l'interpellation de Mme Muriel Gerken sur "l'arrêté royal autorisant les cyclomoteurs de catégorie B à emprunter les pistes cyclables à partir du 1er mars 2007" (n° 1011)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 5 février 2007.

Une motion de recommandation (MOT n° 1011/1) a été déposée par Mme Muriel Gerken.

22.01 **Muriel Gerken** (ECOLO) : Un arrêté royal paru au *Moniteur belge* en janvier permet aux motocyclettes de type B d'utiliser les pistes cyclables lorsque la vitesse autorisée sur la route est de plus de 50 km/h et leur laisse le choix en agglomération si la vitesse sur la route est de 50 km/h.

Je demande le retrait de cet arrêté pour consulter les organisations de cyclistes et la Commission fédérale de sécurité routière. Le ministre bruxellois de la Mobilité n'était pas non plus au courant et s'est prononcé contre cette mesure.

Une telle mesure existe en Hollande quand la vitesse est de 70 km/h. Ici, nous créons du danger pour les cyclistes et les piétons, qui ne se déplacent pas à la vitesse des cyclomoteurs.

Je vous demande de permettre la consultation et d'élaborer un arrêté tenant compte des utilisateurs faibles de la route.

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	43	Oui
Nee	71	Non
Onthoudingen	3	Abstentions
Totaal	117	Total

Par conséquent, la motion de recommandation est rejetée.

23 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Joseph Arens sur "les tarifs pluriannuels en électricité et la possibilité d'instaurer un tarif péréquaté pour la distribution d'énergie" (n° 1010)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture du 6 février 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1010/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par M. Joseph Arens;
- une motion pure et simple a été déposée par M. Dominique Van Roy.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	76	Oui
Nee	43	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	120	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

23.01 Dominique Tilmans (MR) : J'aurais voulu m'abstenir lors du vote de la motion de M. Arens sur les tarifs pluriannuels.

La loi a été votée en 2005. La CREG a remis sa réponse et les négociations sont en cours avec Fluxys, Elia, et les actionnaires de distribution. Nous espérons que les arrêtés d'application seront votés avant la fin de la législature.

Sur la péréquation, je rejoins M. Arens sur le fond. En tant que Luxembourgeoise, je plaide pour une mutualisation des coûts et un tarif unique. Il est aberrant que, dans un pays comme le nôtre, il n'y ait pas une harmonisation des coûts et qu'il y ait une discrimination des régions et particulièrement des régions rurales.

Mais je ne rejoins pas M. Arens sur la forme. À la Région wallonne, son parti a voté contre un GRD unique. C'est aussi la Région wallonne qui est responsable de la décision dans ce domaine.

Je conseille donc à M. Arens de voir avec son propre parti à la Région wallonne !

23.02 Joseph Arens (cdH) : Je me suis abstenu pour rappeler qu'un Belge égale un Belge. Or l'électricité,

depuis sa libéralisation, coûte 30 % plus cher dans le Luxembourg qu'ailleurs. Je demande au gouvernement d'assumer ses responsabilités. Le fédéral est responsable des tarifs. Pour ce qui concerne la Région wallonne, vous savez qu'en 2003, nous n'y étions pas au pouvoir, et vous savez aussi qui est responsable du GRD unique !

24 **Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Francis Van den Eynde sur "la réponse que le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances a donnée à une question parlementaire qui lui a été posée au sein de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la société le 25 avril"(n° 908)**

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société du 6 février 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 908/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Francis Van den Eynde;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Colette Burgeon.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	76	Oui
Nee	42	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	120	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

24.01 **Pieter De Crem** (CD&V) : Pour ce vote et pour les votes suivants j'ai pairé avec M. Hendrik Daems.

25 **Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Bert Schoofs sur "la politique de tolérance en matière d'abattages rituels à domicile" (n° 1012)**

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Justice du 6 février 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1012/1):

- une motion de recommandation a été déposée par MM. Bert Schoofs et Bart Laeremans;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Véronique Ghenne.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

25.01 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang) : Si l'on considère qu'il faut poursuivre systématiquement les abattages rituels à domicile dans le cadre de la fête musulmane du sacrifice, alors il faut soutenir cette motion, et ce, même si l'on estime que les communes ne peuvent pas être incitées à placer des conteneurs pour y collecter les abats. Dans le cas contraire, l'on tolère des pratiques qui n'ont pas leur place dans un pays civilisé. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang).*

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	74	Oui
Nee	42	Non
Onthoudingen	3	Abstentions
Totaal	119	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

26 Motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Servais Verherstraeten sur "le démarrage des nouveaux tribunaux d'application des peines" (n° 1013)
- M. Bart Laeremans sur "l'installation des tribunaux d'application des peines" (n° 1018)

Ces interpellations ont été développées en réunion publique de la commission de la Justice du 6 février 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1013/1):

- une motion de recommandation a été déposée par MM. Servais Verherstraeten, Tony Van Parys et Jo Vandeurzen;
- une motion pure et simple a été déposée par Mmes Marie-Christine Marghem et Véronique Ghenne et M. Walter Muls.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	76	Oui
Nee	44	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	121	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

27 Motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Patrick De Groote sur "le rapport de la Cour des comptes concernant l'usage impropre de fonds destinés au financement des cabinets" (n° 1003)
- M. Servais Verherstraeten sur "le rapport de la Cour des comptes concernant la politique du personnel au sein des organes stratégiques fédéraux et des secrétariats ministériels" (n° 1006)

Ces interpellations ont été développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 7 février 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 1003/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par Mme Katrien Schryvers et MM. Patrick De Groote et Servais Verherstraeten;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Jacqueline Galant et M. Willy Cortois.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	43	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	122	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

28 Amendements et articles réservés du projet de loi réformant le divorce (2341/1-20)

Vote sur l'amendement n° 163 de Servais Verherstraeten cs à l'article 2.(2341/20)

(Stemming/vote 8)		
Ja	39	Oui
Nee	82	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	123	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 2 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 164 de Servais Verherstraeten cs à l'article 4.(2341/20)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

(Vote 8)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 4 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 165 de Servais Verherstraeten cs tendant à insérer un article 4bis (n).(2341/20)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

(Vote 8)

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Vote sur l'amendement n° 166 de Servais Verherstraeten cs à l'article 7.(2341/20)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

(Vote 8)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 7 est adopté.

Vote sur l'amendement n° 167 de Servais Verherstraeten cs à l'article 18.(2341/20)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

(Vote 8)

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 18 est adopté.

29 Ensemble du projet de loi réformant le divorce (2341/19)

29.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : La liberté de contracter mariage doit aller de pair avec la liberté de divorcer sans désigner un coupable. C'est ce que nous entendons, en tant que libéraux, par le 'respect'. Nous voulons aplanir les difficultés des citoyens dans un esprit de tolérance et d'ouverture. Il était impossible, jusqu'ici, de divorcer sans faute et sans accord. Le demandeur est présumé coupable même en cas de divorce pour cause de séparation de fait de plus de deux ans. L'adoption de ce projet de loi va permettre de divorcer sans faute sur la base de la désunion irrémédiable.

Contrairement aux affirmations de l'opposition, la solidarité n'est pas réduite en matière de pension alimentaire personnelle mais au contraire élargie. Chaque conjoint, et pas seulement celui qui n'a pas commis de faute, pourra demander une pension alimentaire.

La durée du versement de la pension alimentaire personnelle ne pourra pas dépasser celle du mariage mais, dans des circonstances exceptionnelles, une prolongation peut être demandée au juge. En vertu de la nouvelle loi, l'obligation alimentaire prend fin avec un nouveau mariage ou une nouvelle cohabitation légale.

Les dispositions transitoires présentent une lacune. Il n'existe pas de solution pour les personnes condamnées par le passé au versement d'une pension alimentaire à vie. Tous les amendements que notre groupe a présentés à ce sujet ont été rejetés, même par le sp.a.

Nous adopterons la loi avec conviction car nous voulons une législation plus humaine pour les 60.000 adultes et leurs enfants confrontés chaque année au divorce. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité)*

29.02 **Guy Swennen** (sp.a-spirit) : Hier, nous avons débattu de la réforme du divorce pendant quatre heures, après une longue préparation en sous-commission et en commission de la Justice. Cette réforme constitue une grande avancée car le caractère conflictuel de l'actuelle législation relative au divorce a été substantiellement atténué. Le divorce n'est désormais plus lié à une faute, ce qui n'avait aucun sens et incitait à l'affrontement. Lorsque l'amour s'est éteint et que l'un des partenaires ne veut plus du mariage, il ne sert à rien d'imposer un parcours d'obstacles.

Je me suis rendu compte au fil des années qu'il n'est pas aisé de réformer le droit familial. Mais il est possible de le faire par étapes. Et je rêve déjà des prochaines. Le groupe sp.a votera résolument en faveur de ce projet. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité)*

29.03 **Servais Verherstraeten** (CD&V) : Je ne vais pas refaire le débat d'hier mais je souhaiterais réagir à ce qui a été dit.

On cherche à présenter les choses comme si un grand progrès social avait été accompli parce que, précédemment, seul le conjoint qui n'avait pas commis de faute pouvait prétendre à une pension alimentaire alors qu'aujourd'hui, tous pourraient l'obtenir. C'est bien évidemment un leurre: pour obtenir une pension alimentaire, il faudra administrer la preuve qu'on est dans le besoin; en outre, le montant de la pension sera limitée au minimum requis pour couvrir l'état de nécessité. Il ne sera plus possible que dans des cas exceptionnels d'obtenir une pension alimentaire pour une durée supérieure à celle du mariage.

Ce projet comporte sans nul doute de nombreux éléments positifs mais nous nous estimons que, dans certaines circonstances, on va trop vite en besogne et que le projet est parfois insuffisamment social. Nous craignons qu'il ne favorise les divorces conflictuels en relais différé. Si nous sommes également partisans de la liberté, nous la voulons responsable. *(Applaudissements sur les bancs du CD&V)*

29.04 **Melchior Wathelet** (cdH) : Effectivement, il fallait modifier la législation en matière de divorce. Il n'était plus acceptable de devoir trouver une faute dans chaque divorce. De plus, le projet a lui-même évolué.

En revanche, il demeure certains problèmes en raison desquels notre réticence subsiste. D'abord, ces délais raccourcis, parfois de manière exagérée. Ensuite, il se peut qu'il existe une cause bien déterminée à un divorce. Il faut pouvoir le dire.

Troisième gros problème : la faute ressurgit au moment de la détermination de la pension alimentaire mais uniquement dans le chef de celui qui doit la recevoir.

Quatrième élément : le volet transitoire de l'ensemble de ces mesures. Des personnes, qui pensaient recevoir une pension à vie, vont s'en trouver privées. Et c'est la personne la plus précarisée qui est la victime de cette situation, c'est-à-dire souvent les femmes.

Quant au tribunal de la famille, toutes les personnes auditionnées nous ont encouragés à le créer. J'appuie cette idée depuis le début de la législature mais, malheureusement, c'est encore une occasion manquée.

Tous ces éléments ont pour conséquence que nous ne pourrions pas soutenir votre projet.

29.05 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang) : La réforme du droit du divorce ne devait poursuivre qu'un seul but, à savoir limiter le nombre de divorces. Le mariage devient à présent un contrat tout à fait banal résiliable après un an. Après un divorce rapide, les ex-partenaires peuvent commencer à se disputer sur l'enjeu que représentent la fortune et hélas, également les enfants. On s'attaque ainsi encore davantage à l'institution du

mariage en tant que protection de la famille. Comme l'a déjà évoqué un juriste francophone au cours des auditions, ce principe mènera à des catastrophes humaines. Nous voterons contre le projet. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang)*

29.06 Marie-Christine Marghem (MR) : Le MR votera ce projet qui contient des avancées importantes, notamment le fait qu'on ne stigmatise pas le comportement de l'un des conjoints par rapport à l'autre ou celui que la notion de désunion irrémédiable ait été dotée d'une définition concrète.

J'ai cependant deux regrets.

Le premier m'est personnel. Il concerne la possibilité pour le demandeur de solliciter à deux reprises dans un délai de six mois, alors que la séparation de fait n'a pas atteint une année, et d'obtenir directement le divorce. Cela revient à déresponsabiliser les acteurs.

Le deuxième est partagé par mon groupe et au-delà, il concerne les dispositions transitoires. Si, sous la loi actuelle, des personnes conviennent d'une pension alimentaire ou se la voient attribuer par une décision, mais que les règles du jeu sont ensuite modifiées et qu'elles se voient privées de cette pension alimentaire, c'est inacceptable.

Malgré ces écueils, le groupe MR votera pour le projet.

29.07 Thierry Giet (PS) : Le groupe PS votera également en faveur de ce texte.

Le divorce est un fait de société. Toutes les réformes adoptées depuis deux ou trois décennies vont dans le sens de la simplification de la procédure, et pour cause : ni la justice ni le droit ne sont là pour attiser la guerre entre deux personnes. C'est pourquoi le fait d'éliminer la notion de faute est une bonne chose.

Pourtant, il ne faut pas balayer une vie commune d'un revers de la main et c'est pourquoi le problème de la pension alimentaire est essentiel. Il est bien traité dans le projet. Certes, la notion de faute réapparaît à certains égards, ce qui me paraît indispensable. Certes, il fallait limiter les pensions dans le temps sur le principe. Le texte prévoit cependant une soupape de sécurité très importante. Comme aujourd'hui, les magistrats feront la part des choses.

Un équilibre est trouvé entre l'autonomie et la responsabilité. C'est en ce sens que nous devons continuer à aller.

29.08 Muriel Gerkens (ECOLO) : Ecolo s'abstiendra. Nous estimons qu'il fallait réformer la procédure de divorce mais des prérequis ont été ignorés, par exemple l'installation d'un tribunal de la famille destiné à traiter les contentieux familiaux en matière de divorce, de garde des enfants, etc.

Il aurait également fallu travailler auparavant sur l'individualisation des droits.

Sans cela, cette réforme, qui contient pourtant de bonnes dispositions, risque d'être préjudiciable à la personne la plus faible du couple, généralement la femme.

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	78	Oui
Nee	37	Non
Onthoudingen	6	Abstentions
Totaal	121	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.(2341/19)

30 **Projet de loi créant un Conseil consultatif fédéral des aînés (2503/4) (nouvel intitulé)**

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	109	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	16	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

30.01 Melchior Wathelet (cdH) : Nous soutiendrons ce texte mais nous regrettons qu'il n'y ait pas eu de demande préalable à ce Conseil consultatif fédéral des aînés en ce qui concerne le lien ou l'adaptation des pensions au bien-être.

31 **Projet de loi relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme (2848/4)**

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	124	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	124	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.(2848/4)

32 **Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat (2849/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 11)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

33 **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition (2834/5)**

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	41	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

34 **Projet de loi modifiant l'article 220 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, l'article 121, § 1er, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que l'article 584 du Code judiciaire, et insérant l'article 41 dans la loi du ... relative aux offres publiques d'acquisition (2835/1)**

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	83	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	40	Abstentions
Totaal	123	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

35 Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un cadre législatif concernant les paramoteurs (2459/3)

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	125	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

36 Proposition de loi instaurant la possibilité de procéder à la perception immédiate en cas d'infraction routière commise par un militaire (2527/1)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 14)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

37 Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 1er juin 2006 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (2798/1)

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 14)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

Scrutin sur les naturalisations (continuation)

Voici le résultat du scrutin sur les naturalisations. (2870/2)

Nombre de votants : 95.

Votes valables : 95.

Majorité absolue : 48.

Toutes les naturalisations ont obtenu la majorité absolue. Le vote sur la proposition de lois de naturalisation aura lieu dans un instant.

La proposition de la commission de Naturalisations est divisée en trois parties (A, B et C) comportant chacune plusieurs articles à adopter.

Proposition de lois de naturalisation

38 Proposition de loi de naturalisation accordée en application de la loi du 13 avril 1995 modifiant la procédure de naturalisation et le Code de la nationalité belge (partie A) (2870/2)

Discussion des articles

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble de la proposition de loi de naturalisation (partie A) aura lieu ultérieurement.

39 Proposition de loi de naturalisation accordée en application de la loi du 22 décembre 1998 modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la procédure de naturalisation (partie B) (2870/2)

Discussion des articles

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble de la proposition de loi de naturalisation (partie B) aura lieu ultérieurement.

40 Proposition de loi de naturalisation accordée en application de la loi du 1er mars 2000 modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge (partie C) (2870/2)

Discussion des articles

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble de la proposition de loi de naturalisation (partie C) aura lieu ultérieurement.

Votes nominatifs (continuation)

Nous allons procéder au vote sur la proposition de lois de naturalisation dont nous venons d'examiner les articles.

40.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Le Vlaams Belang apporte traditionnellement son commentaire lors du scrutin sur les demandes de naturalisation à la Chambre. Il s'agit en fait de confronter la majorité avec les conséquences désastreuses de la procédure accélérée de naturalisation. Notre pays comptera aujourd'hui 2.838 Belges de plus et la majorité d'entre eux le seront devenus par le biais de la procédure accélérée.

Par le biais de la loi Duquesne, il a été procédé à un très grand nombre de régularisations sous la coalition violette. Toutes les procédures font l'objet d'abus et certains parviennent même à se faire régulariser alors que leur demande d'asile est encore en cours d'examen. L'institution du mariage est abusivement utilisée - et ce à grande échelle - pour obtenir un statut de résidence et ensuite la nationalité convoitée. Récemment, nous avons encore été confrontés à Schaerbeek à un cas de mariage de complaisance avec une fille de treize ans.

Au cours des différentes législatures de la coalition violette, se sont ainsi des dizaines de milliers de nouveaux belges qui sont arrivés avec à leur suite toutes les personnes qui sont entrées dans le pays par le biais du regroupement familial et de l'immigration secondaire. Les conséquences de cette situation sont déjà apparues clairement lors des élections.

Ce dossier est symbolique du désastre violet. La nationalité gratuite, sans conditions en matière d'intégration et de sens civique, est un mauvais choix politique qui aura de graves conséquences pour l'avenir. Pour le Vlaams Belang, la citoyenneté vaut plus qu'un bout de plastique. Nous veillerons à ce que la loi sur l'acquisition rapide de la nationalité rejoigne les décombres de la coalition violette. *(Applaudissements sur les*

bancs du Vlaams Belang)

41 Proposition de loi de naturalisation accordée en application de la loi du 13 avril 1995 modifiant la procédure de naturalisation et le Code de la nationalité belge (partie A) (2870/2)

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	108	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	124	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi de naturalisation (partie A). Elle sera soumise à la sanction royale.

42 Proposition de loi de naturalisation accordée en application de la loi du 22 décembre 1998 modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la procédure de naturalisation (partie B) (2870/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 15)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi de naturalisation (partie B). Elle sera soumise à la sanction royale.

43 Proposition de loi de naturalisation accordée en application de la loi du 1er mars 2000 modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge (partie C) (2870/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Vote 15)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi de naturalisation (partie C). Elle sera soumise à la sanction royale.

44 Proposition de rejet faite par la commission des Naturalisations en ce qui concerne les dossiers repris dans son rapport n° 2870/1, aux pages 4 et 5

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	122	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	122	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de rejet.

Le **président** : Mesdames Wiaux et Salvi ont voté pour.

45 Adoption de l'agenda

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation? (*Non*) La proposition est adoptée.

La séance est levée à 18 h 13. Prochaine séance le jeudi 1^{er} mars 2007 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.15 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: Guy Verhofstadt

Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Gezondheidsredenen: Olivier Chastel, Richard Fournaux, Benoît Drèze, Ingrid Meeus, Yvette Mues en Guido Tastenhoye

Met zending buitenslands: François-Xavier de Donnea

Buitenslands: Mohammed Boukourna

Vragen

01 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de eerste minister over "een nationale kieskring" (nr. P1780)

01.01 Melchior Wathelet (cdH): Het voorstel van de denktank Pavia om een nationale kieskring in te voeren voor de federale verkiezingen lijkt me wel waard om nader onderzocht te worden. De VLD is alvast voor dat voorstel te vinden. Wat is uw standpunt? Hoe zal u dat voorstel concreet benaderen? Welk gevolg zal u er aan geven?

01.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (*Frans*): Een aantal van mijn voorgangers is voor dat idee gewonnen. Ik denk meer bepaald aan de heren Dehaene en Martens, die zich als lid van B-Plus in die zin heeft uitgelaten. Zelf ben ik van oordeel dat we de federale beleidsinstrumenten moeten versterken maar dat er verschillende manieren zijn om dat doel te bereiken.

We moeten in onze hoedanigheid van nationale beleidsmakers tot een consensus trachten te komen om zowel de autonomie van de Gewesten en Gemeenschappen als de federaliserende instrumenten te versterken. We zullen dat voorstel ongetwijfeld in de nabije toekomst onderzoeken.

01.03 Melchior Wathelet (cdH): Uw positieve houding ten aanzien van deze kwestie verheugt me. Er werden andere voorstellen gedaan, met name een hervorming van de Senaat. Ik betreur dat die hervorming – die vier jaar terug tot uw prioriteiten behoorde – er nooit gekomen is.

Het incident is gesloten.

Beroep op het reglement

01.04 Pieter De Crem (CD&V): Toen vorige week een vraag gesteld werd aan minister Onkelinx, antwoordde de eerste minister. Vandaag gebeurt het omgekeerde met een vraag van de heer Vandeurzen over heroïneverstrekking in Luik. We kregen te horen dat de eerste minister niet zou antwoorden omdat hij niet in de Kamer zou zijn, maar hij is er wel degelijk. In hoeverre wordt artikel 124, 3 van het Reglement nog toegepast? Waarom kan de heer Vandeurzen zijn vraag niet aan de eerste minister stellen?

De **voorzitter**: Minister Onkelinx is verontschuldigd. Bovendien antwoordde ze gisteren in de commissie dat minister Demotte bevoegd is voor deze zaak.

01.05 Pieter De Crem (CD&V): Dat is niet juist.

De **voorzitter**: Minister Demotte is minstens een van de medefinanciers van het project. Er waren over deze kwestie vragen van de heren Vandeurzen, Bultinck en Germeaux. Een vraag was gericht aan de eerste minister, een aan minister Onkelinx en een aan minister Demotte. De eerste minister vond dat de vragen moesten worden gesteld aan één lid van de regering. Minister Demotte zal spreken namens de regering. Dat is de klassieke manier van werken.

01.06 Pieter De Crem (CD&V): Deze werkwijze wordt pas gevolgd sinds de heer De Croo voorzitter is. Normaal is het de vraagsteller die de minister aanduidt!

01.07 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): Het lijkt me evident dat de regering één minister aanduidt, in plaats van drie ministers te laten antwoorden.

De **voorzitter**: Volgens mijn informatie heeft minister Onkelinx gezegd dat minister Demotte zou antwoorden.

01.08 Melchior Wathelet (cdH): In de commissievergadering gisteren verklaarde minister Onkelinx zich bereid om op de vraag van de heer Van Parys over dit onderwerp te antwoorden. Ze vroeg alleen wat tijd om haar antwoord voor te bereiden.

Ik vind het trouwens vreemd dat alleen minister Demotte op de vragen van de parlementsleden zou kunnen antwoorden. Minister Onkelinx was toch ook aanwezig op de persconferentie over dit issue in Luik.

De **voorzitter**: Mevrouw Onkelinx' afwezigheid is gewettigd. Als een lid haar over veertien dagen wil ondervragen, zal ik mijn best doen om dat mogelijk te maken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Filip De Man aan de eerste minister over "de verontschuldigungen naar aanleiding van de aanslagen in Madrid" (nr. P1781)

02.01 Filip De Man (Vlaams Belang): In Madrid begint vandaag het proces tegen 29 islamterroristen die drie jaar geleden vier treinen deden ontploffen. Er waren bijna tweehonderd doden en tweeduizend gewonden. Drie kopstukken van de bende die de aanslagen pleegde, konden hun plannen in ons land voorbereiden. De Groupe Islamique Combattant Marocain (GICM) opereerde vanuit Maaseik en er waren ook contactpersonen in Molenbeek en Schaarbeek.

Wanneer zal de eerste minister de Spaanse bevolking verontschuldigungen aanbieden? Door de nalatigheid en laksheid van zijn regering inzake terrorismebestrijding konden de terroristen hun plannen voorbereiden en uitvoeren.

02.02 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): Twee van de 29 verdachten hebben een band met België. Eén verdachte woonde in Spanje, maar werd gearresteerd toen hij bij zijn broer verbleef in Molenbeek. Een andere verdachte woonde in Frankrijk en werd gearresteerd op Lanzarote. Beide verdachten hebben de Belgische nationaliteit.

Onze diensten hebben prima samengewerkt met de Spaanse veiligheidsdiensten en hebben de Belgische tak van de GICM opgerold, een organisatie met vertakkingen in alle landen van de Europese Unie. Er waren overigens al veroordelingen in deze zaak. We hebben dus een goede bijdrage geleverd aan de strijd tegen terrorisme.

Ik wil me graag verontschuldigen als Belgische vertegenwoordigers van de overheid in een ander land fouten begaan of onderdanen van een ander land schade berokkenen. Nu gaat het echter om criminelen die toevallig Belg zijn en nu en dan op Belgisch grondgebied verblijven. Voor hen hoeft ik me niet te verontschuldigen. Dat is des te meer het geval omdat ze dankzij de inspanningen van onze autoriteiten werden opgepakt.

02.03 Filip De Man (Vlaams Belang): Tijdens een bezoek aan dictator Kagame in Rwanda bood de eerste minister in naam van de Belgische bevolking wel zijn verontschuldigungen aan voor de volkerenmoord daar. Overigens gaat het wel degelijk om vier terroristen die echt actief waren in ons land. België is wel verantwoordelijk, want de aanpak van het terrorisme is laks. Er werden nog geen fundamentalistische moskeeën gesloten of haat predikende genaturaliseerde imams uitgewezen. Niet één terrorist verloor de Belgische nationaliteit. Ik vrees dat het beleid ook de komende jaren laks blijft.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de eerste minister over "de studie van het SOMA" (nr. P1782)

03.01 Zoé Genot (ECOLO): Ik wil vooreerst het Studie- en Documentatiecentrum Oorlog en Hedendaagse Maatschappij (SOMA) bedanken omdat het met het rapport *Gewillig België* over de houding van de Belgische autoriteiten tijdens de Tweede Wereldoorlog de herinnering voor het nageslacht levendig heeft gehouden. Er moest dringend een compleet werkinstrument worden samengesteld.

Wij moeten ons dat rapport eigen maken om te voorkomen dat het ontoelaatbare zich zou herhalen. Wij moeten het verleden aanvaarden en ons daarvoor collectief verontschuldigen.

Tijdens het debat over de teruggave van de joodse goederen verklaarden tal van sprekers dat het om een belangrijke stap ging, die echter nog onvoldoende was. Toen u in 2002 de Dossinkazerne bezocht, waren velen ontgoocheld door uw toespraak. De verwachtingen blijven hooggespannen wat de erkenning van de verantwoordelijkheid van ons land ter zake betreft.

03.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (Frans): Het is de regering die, op basis van de resolutie van de Senaat, het initiatief heeft genomen het SOMA een studie te vragen.

Ik heb in 2002 in Mechelen al erkend dat heel wat Belgen hebben gecollaboreerd, ook in de administratie. Die boodschap heb ik in Yad Vashem herhaald en ik heb de verontschuldigungen van ons land aangeboden.

We moeten het onderzoek naar de verantwoordelijkheid van de overheden voortzetten. Het is aan de Senaat om besluiten te trekken uit de studie.

In het kader van de actie die we in samenwerking met de Stichting van het jodendom met betrekking tot de plundering van de goederen en de schadeloosstelling ervan ondernemen, werd al 85 procent van de dossiers afgehandeld en werden schadeloosstellingen uitgekeerd.

03.03 Zoé Genot (ECOLO): Uit dit gemeenschappelijk gebaar naar de joodse gemeenschap blijkt dat het niet om geïsoleerde daden van enkele individuen ging. De antisemitische xenofobie was in de politieke klasse en de administratie doorgedrongen. De verontschuldigungen moeten ook aan de joodse gemeenschap in België worden aangeboden.

Het incident is gesloten.

04 Regeling van de werkzaamheden

De **voorzitter**: De minister van Binnenlandse Zaken komt iets later.

04.01 Pieter De Crem (CD&V): Dit kan echt niet. Ik zal dit ook aankaarten op de Conferentie van voorzitters. Als de ministers op donderdag niet verontschuldigd zijn vóór 11 uur en de leden hebben vragen voor hen, dan worden die vragen aan hen gesteld.

De **voorzitter**: Ik neem daar akte van.

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Maggie De Block aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het kiwimodel" (nr. P1786)
- de heer Daniel Bacquelaîne aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het kiwimodel" (nr. P1787)
- de heer Luc Goutry aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het kiwimodel" (nr. P1788)

05.01 Maggie De Block (VLD): Het kiwi-model van de minister is al neergestort voor het echt van de grond is geraakt. In de eerste ronde heeft zich geen enkele firma ingeschreven. De minister zei in de commissie dat er voor de tweede ronde al meerdere inschrijvingen binnengekomen waren, maar nu blijkt dat er voor

simvastatine één firma is ingeschreven die een marktaandeel van 35 procent heeft, en er zich voor amlodipine één firma heeft ingeschreven die enkel werkt met parallelle import. Hier zijn zoals bekend gevaren aan verbonden. De Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen heeft een negatief advies uitgebracht, want ze oordeelt dat deze aanbestedingen enkel zullen leiden tot duurdere geneesmiddelen voor de patiënt. Toch laat het kabinet van de minister weten dat het doorgaat met de uitvoering van het kiwi-model. Franstalige kranten gewagen van 'des offertes farfelues'.

Wat zal de minister concreet doen?

05.02 Daniel Bacquellaine (MR): Volgens de pers is de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen (CTG) van oordeel dat de 'kiwi light'-procedure heeft gefaald. Slechts één firma zou een offerte hebben ingediend met betrekking tot simvastatine. Voor de patiënt zou dat een stijging van de prijs van alle andere simvastatines meebrengen, waardoor die molecule nauwelijks goedkoper zou zijn dan andere molecules die hetzelfde therapeutisch effect hebben maar die veel duurder zijn voor de sociale zekerheid.

Welke maatregelen neemt u ten opzichte van dat model waarvan de beperkingen nu al duidelijk worden gelet op het feit dat het gunstige effect voor de patiënt en voor de sociale zekerheid niet kan bewezen worden?

05.03 Luc Gouty (CD&V): De kiwi is plat, ook al is ze nooit rijp geworden. Het idee werd indertijd gelanceerd door Steve Stevaert. Via boekjes kondigde de sp.a aan welke belangrijke verwezenlijkingen er onder socialistische impuls zouden komen. Ze hebben echter de bal doorgespeeld naar minister Demotte, die een light versie van het model heeft gemaakt, een model dat niet opkan tegen de harde farmaceutische wereld. De wet werd tot twee keer toe teruggeschroefd, met instemming van de liberale partijen. Ik waarschuwde toen al voor wat er nu uiteindelijk is fout gegaan.

Vorige zomer beperkte men de procedure tot geneesmiddelen buiten patent, in december 2006 werd de categorie waarbinnen men kon deelnemen beperkt, waardoor het alleen nog om enkele generische geneesmiddelen ging. Het is dan ook niet verbazend dat er vandaag geen aanbieders zijn. Jammer genoeg heeft hierdoor het kiwi-model voorgoed alle krediet heeft verloren. De laagste prijs voor de mensen en de ziekteverzekering is nochtans belangrijk.

05.04 Minister Rudy Demotte (Nederlands): Ik hoor een interpretatie van de feiten, maar ik wil mij beperken tot de feiten zelf. De prijs van de statines is in België tussen 2003 en vandaag gedaald van ongeveer 110 naar ongeveer 30 euro. Er zijn mensen die het kiwi-model verdedigen, anderen willen nog verder gaan en nog anderen nemen een dubbelzinnige houding aan. In de commissie wilden sommigen de geneesmiddelen onder patent opnemen, maar ze veranderden wat later van mening. Ik wilde een heel coherent model opbouwen. We hebben rekening gehouden met de verschillende gevoeligheden in het Parlement. Het beoogde evenwicht creëert verwarring op het vlak van de resultaten.

(Frans) Er werd slechts één offerte ingediend voor simvastatine en amlodipine.

Indien die informatie – die uit de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen (CTG) gelekt werd – klopt, zouden de twee offertes tot een prijsdaling met 40 procent voor de molecule leiden. Als minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken vind ik dat een goede zaak.

05.05 Maggie De Block (VLD): Volgens de minister zorgen de offertes voor een prijsdaling van 40 procent. Maar op dit ogenblik is de prijs van zowel amlodipine als van simvastatine reeds met 40 procent gedaald dank zij het systeem van de referentierugbetaling. Daarvoor hebben we het kiwi-model niet nodig.

Ik blijf gekant tegen dit kiwi-model, want de patiënten zijn er de dupe van: zij zullen moeilijker aan hun geneesmiddelen geraken en zij zullen er meer voor moeten betalen.

Ik ben dus helemaal niet dubbelzinnig: wat mij betreft mag de kiwi begraven worden.

05.06 Daniel Bacquellaine (MR): Voor die twee moleculen zijn er dus erg weinig inschrijvers. Andere moleculen zullen misschien meer succes hebben.

Dit systeem brengt heel wat administratieve rompslomp mee. Als men vaststelt dat het resultaat niet in verhouding is tot de doelstelling moet men het systeem wellicht herzien. Sommige bedrijven zijn bereid om de prijs van hun niet-geoctrooïeerde geneesmiddelen te verlagen als hun onderzoek naar innoverende geneesmiddelen wordt gesteund. Zo worden prijsdalingen mogelijk zonder dat er al te veel administratie bij komt kijken.

De 'kiwi light' mag dan moeilijk toepasbaar zijn, de zwaardere variant ervan zal de therapeutische vrijheid aantasten en een waardevermindering voor de patiënt meebrengen. Als een model niet goed werkt, moet men het zeker niet ingewikkelder maken; dat is echter wat de heer Goutry voorstelt!

05.07 Luc Goutry (CD&V): De minister heeft de koers vervalst. Enkel de generische middelen bleven over, terwijl de dure originele specialiteiten de vergelijkende procedure niet moesten doorstaan.

Deze werkwijze heeft geen enkele zin. Ik heb begrip voor de boycot.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Pierrette Cahay-André aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de kosten van de griepbehandeling in rusthuizen" (nr. P1789)

06.01 Pierrette Cahay-André (MR): De meeste bejaarden in het rusthuis worden gevaccineerd tegen de griep. Tegen bepaalde virusstammen is dat vaccin evenwel niet werkzaam.

Dat is onder meer gebleken in het rusthuis van Visé, waar elf mensen toch ziek geworden zijn. Er werd contact opgenomen met de artsen in Luik die verantwoordelijk zijn voor de volksgezondheid. Er diende preventief, maar ook in het kader van een behandeling Tamiflu te worden toegediend. Dat geneesmiddel wordt evenwel niet terugbetaald. En aangezien de volksgezondheid hier in het geding is, heeft onze stad de kosten voor haar rekening moeten nemen. Kan dit middel niet worden terugbetaald?

Volgens het persagentschap Belga grijpt de griepepidemie om zich heen: intussen zou al 6 procent van de patiënten die hun huisarts raadplegen, griep hebben.

06.02 Minister Rudy Demotte (Frans): Bejaarden in een instelling krijgen een cocktail waarmee getracht wordt een jaar op voorhand rekening te houden met de te verwachten griepvarianten. Het kan altijd gebeuren dat er intussen andere virusstammen de kop opsteken.

Het gebruik van antivirale middelen moet beperkt worden, en daarbij spelen verscheidene factoren: de arts heeft altijd de therapeutische vrijheid om dergelijke middelen voor te schrijven, er zijn bijwerkingen, en de toepassing van de klassieke epidemiologische en hygiënische maatregelen blijft heden ten dage de beste methode om besmetting te voorkomen.

De toediening van geneesmiddelen is daarom niet vereist. Bovendien pleit het federaal kenniscentrum niet voor het grootschalig gebruik van die moleculen, maar eerder in bepaalde gevallen, als het ware 'op maat'.

Ten slotte heeft de firma Roche, die aan de oorsprong van het geneesmiddel ligt, nooit enige aanvraag tot terugbetaling ingediend.

06.03 Pierrette Cahay-André (MR): Alle nodige gezondheidsmaatregelen werden natuurlijk genomen. Maar als de geneesheer-inspecteur stelt dat Tamiflu moet worden toegediend, zullen de beheerders van de rusthuizen dat niet weigeren. In dergelijke situatie kan de gemeentelijke overheid niet zeggen dat ze niets zal ondernemen.

Tijdens de vogelgriepcrisis werd reeds aangeraden om Tamiflu toe te dienen.

06.04 Minister Rudy Demotte (Frans): Dat gold voor een grieppandemie, niet voor een gewone griep.

Het incident is gesloten.

07 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Koen Bultinck aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de heroïne-experimenten in Luik" (nr. P1790)
- de heer Jo Vandeurzen aan de eerste minister over "de heroïne-experimenten in Luik" (nr. P1791)
- de heer Jacques Germeaux aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de heroïne-experimenten in Luik" (nr. P1792)

07.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Laten we ons eens in de plaats stellen van de vaders en moeders die hun kinderen drugvrij trachten op te voeden. Zowel de vorige als deze regering hebben het deze vaders en moeders niet gemakkelijk gemaakt. Men heeft meermaals het signaal gegeven dat drugs gebruiken niet zo erg is. Iedereen die met deze problematiek ernstig begaan is, weet wel beter. Blijkbaar ontbrak voor de PS nog de kers op de taart: gratis heroïneverstrekking. Wij zullen ons hier met hand en tand tegen blijven verzetten.

Hoe komt het dat het verstrekken van heroïne nu blijkbaar niet meer strafbaar is, terwijl de minister van Justitie tot dusver steeds herhaald heeft dat het dat wel was? In de federale drugnota van 2001 stond uitdrukkelijk dat er geen dergelijke experimenten zouden komen. Waarom kan het nu wel?

Hoe is het mogelijk dat men met een dergelijk experiment wil starten nog vóór het vorige experiment met methadon geëvalueerd is? Wanneer komt die evaluatie er?

Is het standpunt van twee PS-ministers een regeringsstandpunt?

07.02 Jo Vandeurzen (CD&V): Er doen al enkele jaren geruchten de ronde dat men in Luik wil starten met de gratis verdeling van heroïne. Maar telkens we daarover vragen stelden, werden we gesust met de mededeling dat daar helemaal geen sprake van kon zijn omdat dit hoe dan ook strafbaar is.

We weten allemaal dat er een groot verschil in aanpak is tussen Vlaanderen en Wallonië. In Vlaanderen zetten we in op opvangcentra, therapeutische gemeenschappen en een geïntegreerde aanpak. In Wallonië kiest men voor vrijwel ongecontroleerde methadonverstrekking. Daar waar er in Limburg slechts 27 huisartsen toelating hebben om methadon voor te schrijven, zijn dat er in Luik liefst 431, zonder integrale aanpak.

Toen het bericht kwam dat in Luik gratis heroïne zou worden verstrekt, konden wij onze oren niet geloven. Therapeutische centra in Vlaanderen smeken tevergeefs om meer middelen en personeel, maar voor heroïne in Luik is er nu wel geld. In Luik is het drugsbeleid totaal mislukt en de brand die daar het gevolg van is, moet worden geblust. Ik ben uitermate teleurgesteld.

Wat is de strekking van het experiment? Hoeveel mensen zijn erbij betrokken? Hoeveel kost het project? Hoe wordt een botsing met de strafwet vermeden?

07.03 Jacques Germeaux (VLD): Ik heb het beleid van de minister altijd door dik en dun gesteund, maar nu ben ik toch ontgoocheld. Luik zit in de drugproblemen, zogenaamd wegens de nabijheid van Maastricht. Wat moet Genk dan zeggen, waar men niet alleen met de nabijheid van Maastricht te kampen heeft, maar ook met die van Luik? Er is blijkbaar een cultuurverschil inzake de aanpak van het drugsprobleem in Vlaanderen en Wallonië. Symptomatisch daarvoor is het feit dat in Luik ongeveer vierhonderd huisartsen methadon verstrekken. In Limburg zijn er amper 26 gemandateerde artsen. De federale overheid heeft de nodige incentives gegeven voor een goede aanpak van de problematiek. De vraag is waarom het niet werkt in Luik. Waarom is er geen enkele stad in Vlaanderen vragende partij voor dit gecontroleerde heroïneverstrekking?

Heeft de minister de toestemming van internationale instanties om dit experiment uit te voeren? Wat gebeurt er met de verslaafden na het driejarige experiment? Wat hebben de Zwitserse experimenten opgeleverd?

07.04 Minister **Rudy Demotte** (*Nederlands*): Dit is een erg gevoelige materie. Ik wil een oorlog tegen drugs voeren. Men moet alles doen om mensen te ontwennen. Dat werkt niet altijd met dezelfde producten. Internationaal zijn er verschillende medische benaderingen en resultaten. De discussie mag daarom niet verengd worden tot een zuiver ethische discussie. Het gaat om zwaar zieke verslaafden die niet op methadon kunnen worden gezet en waarvoor een medische oplossing moet worden gezocht. Die medische oplossing kan niet als men enkel ethische argumenten mag gebruiken.

Bij het project wordt een kerngroep van honderd mensen betrokken en een controlegroep van nog eens honderd mensen. De gemiddelde prijs is 22 euro per persoon per dag. De mensen uit de kerngroep kosten 45 euro per dag. In Luik zijn zo'n 2.500 mensen verslaafd aan heroïne.

Voor dit proefproject is geen internationale toestemming nodig. Men moet het wel melden. Om de producten te importeren is dan weer wel een toestemming nodig.

Als blijkt dat het experiment werkt, moeten we op een consensusconferentie nagaan of het naar andere steden kan worden uitgebreid. Werkt het niet, dan moet het uiteraard worden stopgezet.

Het Fonds ter Bestrijding van Verslavingen beschikt over de middelen om dit experiment te betalen.

07.05 **Koen Bultinck** (Vlaams Belang): Het is onwaarschijnlijk dat de minister hier durft te zeggen dat hij een oorlog tegen drugs voert. Hij geeft anders wel tegengestelde signalen.

Ik heb geen antwoord gekregen op een aantal van mijn concrete vragen. Is heroïnebedeling plots niet langer strafbaar? Zweet de regering haar drugsnota van 2001 af? Is de methadonaanpak al geëvalueerd?

Dit experiment wordt niet eens gedragen door de regering. Het is een initiatief van de PS om kiezers te winnen onder de heroïneverslaafden.

07.06 **Jo Vandeurzen** (CD&V): De regering zal zich in de komende weken uitsloven om het paarse beleid positief in de verf te zetten. Ik vraag me af of de regeringsleden daarbij de ouders van jongeren in de ogen durven kijken en vertellen wat ze met het drugsbeleid in dit land hebben gedaan. Eerst was er het gedoogbeleid, nu krijgen we gratis heroïneverstrekking terwijl therapeutische centra smeken om middelen. Dit is een hoogst eigenaardige prioriteit. Het systeem in Vlaanderen deugt. Dit experiment is illustratief voor de twee sporen van het gezondheidsbeleid in dit land. Ik begrijp heel goed dat de premier niet op deze vraag wilde antwoorden, want zelfs een lid van zijn Open VLD kant zich hier openlijk tegen deze aanpak.

07.07 **Jacques Germeaux** (VLD): Men hoeft hier geen interne rel binnen mijn partij te zoeken. Het drugsbeleid van paars heeft niet gefaald. Vóór paars was er gewoon geen beleid. Ik betreur alleen het signaal dat vandaag wordt gegeven. Federaal is de aanpak goed, maar lokaal kiest men voor een onverantwoorde benadering. De minister wil het probleem niet enkel ethisch, maar ook en vooral medisch benaderen, maar de ethiek is in deze kwestie erg belangrijk. Ik stel me vragen bij de verdere ontwikkeling van dit project.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Dirk Claes** aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de wapenopslag in politiecommissariaten" (nr. P1783)
- de heer **Dylan Casaer** aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de wapenopslag in politiecommissariaten" (nr. P1784)

08.01 **Dirk Claes** (CD&V): De nieuwe wapenwet vertoont weer alle kenmerken van het haastwerk dat we van paars gewoon zijn. Zo zorgt de inzameling van de wapens op de plaatselijke politiekantoren voor heel

wat problemen. De politievakbond nam daarover vanmorgen geen blad voor de mond. Die wapens moeten dan via een tussendepot voor vernietiging naar Gent worden gebracht. Het meest frappant zijn de problemen met de ingezamelde munitie. De oorspronkelijke afspraak dat alle munitie op 17 januari naar het DOVO-kwartier in Heverlee zou worden gebracht, werd op 12 januari plots geannuleerd. Blijkbaar slagen Justitie, Defensie en Binnenlandse Zaken er niet in om tot werkbare afspraken te komen. Daardoor ligt in mijn politiezone alleen al 160 kilogram munitie te wachten in een politiekantoor dat 's nachts en in het weekend onbemand is. Voorwaar een explosieve situatie!

Waarom ging de regeling met DOVO niet door? Werd ondertussen een alternatief uitgewerkt? Welke maatregelen neemt de minister om de politiediensten zo snel mogelijk van de ingezamelde munitie te verlossen?

08.02 Dylan Casaer (sp.a-spirit): De wapenwet is wel degelijk strenger geworden. Een heuglijk effect daarvan is het inleveren van zoveel wapens. Het is alleen jammer dat er problemen rijzen met de opslag en vernietiging daarvan. De politiezones in het Aalsterse kunnen hun wapens vlot aan Sidmar Gent kwijt voor vernietiging, maar de regeling voor de munitie verloopt minder gesmeerd. De eerste regeling werd al vervangen door een tweede. De provinciegouverneur verstrekt richtlijnen aan de lokale politiekantoren in verband met het stockeren. Daarna moet de munitie worden bijeengebracht op een provinciaal verzamelpunt van de federale politie, waarna alles samenkomt op het militaire domein van Bertrix. Een Duits bedrijf zorgt dan voor de vernietiging. Kent iedereen zijn taak voldoende? Hoe zal die firma worden betaald?

Ik maak me ook zorgen over de communicatie door de politievakbond. Heeft die contact gezocht met de minister of heeft men alles meteen in de pers gegooid?

08.03 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): Ik antwoord uiteraard namens de regering. De elementen die mijn bevoegdheid betreffen, namelijk de politiekantoren, zijn in deze uiteraard slechts instrumenten bij de uitvoering van de gewijzigde wapenwet. De regie werd uitgetekend door de wapendienst van Justitie en Landsverdediging speelt hierbij een rol.

Ik had tot vanmorgen geen weet van noemenswaardige klachten. De vakbondsvertegenwoordiger heeft alles nogal dik in de verf gezet. Blijkbaar is de realiteit wel iets minder somber.

De wapenwet is wel degelijk een succes. Er zijn al 62.000 wapens ingeleverd en 30.000 vernietigd. Volgens de heer Claes is de wet het resultaat van haastwerk, maar er waren nu eenmaal maatschappelijke omstandigheden die ons ertoe noopten snel een initiatief te nemen. Groeipijnen zijn overigens nooit volledig uit te sluiten.

De ingeleverde wapens worden door de politiecommissariaten naar de Dirco's van de federale politie in Gent of Luik gebracht, vanwaar ze naar Arcelor gaan voor vernietiging. Daar doen zich geen problemen voor.

De ingeleverde munitie moet van de Dirco's naar een centrale opslagplaats in Bertrix worden gebracht. Minister Flahaut is daarvoor bevoegd. Hij heeft ervoor gezorgd dat de munitie kan worden vernietigd door een Duits bedrijf dat ook de munitie van het leger vernietigt. Het afsluiten van dat contract tussen de ministers Flahaut en Onkelinx heeft wat vertraging opgelopen. Ik heb echter vernomen dat de zaak over enkele dagen opgelost zal zijn, waarna de transporten naar het Duitse bedrijf kunnen worden aangevat. De wet is een succes, dankzij de gouverneurs wordt er massaal gevolg aan gegeven. De vernietiging van de wapens – en straks ook die van de munitie – vormt geen probleem. De heer Claes zou beter tweemaal nadenken vooraleer streng te oordelen.

08.04 Dirk Claes (CD&V): Dat er 62.000 wapens zijn verzameld, is een succes, maar er is ook veel munitie ingeleverd en die ligt nu al drie maanden op de politiecommissariaten. Dat is een gevaarlijke situatie. De

commissariaten hebben ook nog geen enkele nota gekregen van de minister of zijn diensten over wat er met die munitie moet gebeuren.

Wat moeten de burgers niet denken over al die munitie die ze braaf hebben ingeleverd en die daar nu in de commissariaten ligt? In plaats van voor een oplossing heeft men dus voor extra gevaar gezorgd! De ministers van Defensie, Justitie en Binnenlandse Zaken hadden al lang in een regeling kunnen voorzien. Men kan zich afvragen of er eigenlijk nog wel een regering is.

08.05 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De heer Claes moet er geen karikatuur van maken. Voor de munitie in de commissariaten lag, lag ze bij de mensen thuis! De situatie vandaag is dank zij eenieders burgerzin al veel minder gevaarlijk dan daarvoor.

08.06 **Dirk Claes** (CD&V): Uit de verslagen van het Comité P blijkt dat de politie al problemen heeft met de eigen wapens en munitie. Daar komt nu nog de ingeleverde munitie bij, wat de toestand alleen maar verergert.

08.07 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Het is belangrijk dat de wapenwet strenger is geworden. Hoe meer wapens er worden ingeleverd, hoe minder ongevallen ermee kunnen gebeuren. Ik betreur dat men hier een karikatuur maakt van de toestand, zoals ik het ook betreur dat een vakbond de zaak zomaar in de pers gooit in plaats van eerst de interne kanalen te gebruiken.

Hopelijk raakt het probleem snel opgelost. Tot dan hoop ik dat de politiecommissariaten zelf voor een goede opslag en bewaking zorgen.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van de heer Dirk Van der Maelen aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het internationaal verbod op clusterbommen en het Osloproces" (nr. P1785)**

09.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit): Vorig jaar keurde de Kamer een verbod op clusterbommen goed. We vroegen de minister toen om mee te werken aan een internationaal verbod. Op de Conferentie voor de herziening van de conventie over conventionele wapens (CCW) in Genève werd de vooruitgang inzake een internationaal verbod op clusterbommen afgeblokt door enkele grote landen die tegen het verbod zijn. De Belgische diplomaten zouden daartegen maar weinig weerwerk hebben geboden.

Noorwegen nam daarom het initiatief om een conferentie in Oslo te organiseren, om via die weg een stap dichterbij een internationaal verbod te komen. Volgende week zullen 45 landen aan die conferentie deelnemen. Er ontstaat een koppeloton van landen die voor een verbod ijveren en België hoort daar volgens sommigen niet bij. Enkele grote landen zouden ook in Oslo de onderhandelingen willen laten vastlopen, omdat zij vinden dat dergelijke onderhandelingen enkel in het kader van de CCW gevoerd mogen worden.

Met welk mandaat gaan de Belgische diplomaten naar Oslo? Is de minister het ermee eens dat er in Oslo sneller vooruitgang geboekt kan worden?

09.02 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): In november 2006 vond in Genève inderdaad de CCW plaats. Toen heeft Noorwegen aangekondigd een internationale conferentie te willen organiseren over clustermunitie.

Volgens de heer Van der Maelen zouden onze diplomaten niet al te actief zijn geweest in Genève, maar mijn informatie is anders. België heeft er het initiatief genomen voor een conferentie van experts, die zal gehouden worden in juni 2007 in Genève en die de problematiek rond clustermunitie zal bespreken en zal rapporteren aan de algemene vergadering van de CCW in november 2007.

Een aantal landen blijft zich inderdaad verzetten tegen een verbod op clusterbommen, omdat voor hen strategische belangen primeren. Samen met 24 andere landen heeft België een verklaring onderschreven, waarin wordt aangedrongen op snelle onderhandelingen over een internationaal instrument om het gebruik van clustermunitie te regelen. Die landen werden ook uitgenodigd voor de conferentie in Oslo van 22 en 23 februari.

Na de CCW van 2006 heb ik bovendien de opdracht gegeven aan alle diplomaten om onze wetgeving op clustermunitie toe te lichten en om aan te dringen op de oprichting van een internationaal instrument dat het gebruik van clustermunitie moet regelen. België behoort dus tot een zogenaamde *coalition of the willing* wat betreft het verbod op clusterbommen. Dat er 45 landen aanwezig zullen zijn op de conferentie in Oslo, is ook te danken aan onze inspanningen. Wij spelen zeker een rol in de vooruitgang die internationaal werd geboekt.

De Belgische delegatie van diplomaten en militaire experts in Oslo zal geleid worden door de speciale gezant voor ontwapening en non-proliferatie, de heer Bauwens. Nu al hebben we contacten met Noorwegen om de conferentie voor te bereiden.

Volgens mij zijn de onderhandelingen in Genève en in Oslo complementair. Het is tevens de bedoeling om de volgende conferentie in België te organiseren in november 2007. Wij hebben hierover al gesproken in de algemene vergadering van de VN.

09.03 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit): België mag dan wel deel uitmaken van de *coalition of the willing*, maar volgens mijn informatie behoren we niet tot de *coalition of the very willing*. Noorwegen heeft een aantal landen uitgenodigd om aan de tekst voor de conferentie te schrijven en om de rest van de internationale gemeenschap te benaderen en daar is ons land niet bij. Dat is jammer, want de Kamer heeft kamerbreed de wil geuit om zo snel mogelijk een internationaal verbod te bereiken. Onze troepen in Libanon kunnen op dit ogenblik de nefaste gevolgen van clusterbommen vaststellen. Het is duidelijk dat een internationaal verbod er zo snel mogelijk moet komen, want voorkomen blijft altijd beter dan genezen.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van mevrouw Véronique Salvi aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de loonverschillen tussen mannen en vrouwen" (nr. P1793)**

10.01 **Véronique Salvi** (cdH): Vrouwen verdienen minder dan mannen. Die vaststelling, die niet nieuw is, werd onlangs nog eens bevestigd in een studie van het ABVV waarin gesproken wordt van een verschil van 26 procent tussen het brutoloon van mannen en dat van vrouwen. Uit die studie blijkt tevens dat de mannen goed zijn voor 57 procent van de arbeidsmarkt en voor 64 procent van de loonmassa. Het staat ook vast dat de loonkloof tussen vrouwen en mannen sinds 1999 weinig geëvolueerd is.

De studie van het ABVV leert ons ook dat de verschillen variëren naargelang van de activiteitssector. Dat verschijnsel wordt verklaard door de verschillen in de arbeidstijd, door het feit dat vrouwen vaker werken in sectoren die minder goed betalen, zoals de gezondheidszorg bijvoorbeeld, of nog door de ondervertegenwoordiging van de vrouwen in leidinggevende functies.

De regering heeft onlangs beslist om eindelijk maatregelen te treffen om die loonongelijkheid te verkleinen. Waarom heeft men daarmee tot aan het einde van de zittingsperiode gewacht? Zal het om bindende maatregelen gaan? Welke resultaten hoopt u te bereiken? Wanneer? Hoe zullen die maatregelen geëvalueerd worden?

10.02 Minister **Christian Dupont** (Frans): De loonkloof tussen mannen en vrouwen valt inderdaad niet te rechtvaardigen. Het is aan elk van ons om ze trachten weg te werken. Ik deel deze bevoegdheid met de minister van Werk.

Krachtens een wet van 1999 kan men in rechte optreden tegen dit soort ongelijkheid, maar tot op heden werd er niemand veroordeeld en bestaat er geen rechtspraak over. In het parlement wordt een wet voorbereid die in geval van een ongelijke behandeling in een schadeloosstelling en zelfs in een vergoeding gedurende zes maanden voorziet. Ik heb het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen gelast de rechtsgang te vergemakkelijken.

Mevrouw Onkelinx had een studie over het Europese EVA-project besteld. Dat strekt ertoe de functieclassificaties, die vaak aanleiding geven tot ongelijkheid, te herzien. De resultaten van die studie

werden in november bekendgemaakt.

De studie over de loonkloof die de regering bij het Instituut heeft besteld, zal eind deze maand rond zijn. De toestand in België is wat dat betreft niet echt positief te noemen.

Volgens u zou mijn departement dat pas op het einde van de zittingsperiode gemerkt hebben; die mening deel ik niet helemaal. Mijn voorgangers hebben bepaalde werkzaamheden opgestart, wij hebben andere dossiers in de steigers gezet, en mijn opvolger zal nog andere dossiers verder behandelen.

10.03 Véronique Salvi (cdH): Mij dunkt dat u als minister van Gelijke Kansen tot daden moet aansporen en het goede voorbeeld moet geven. Nu de vinger op de zere plek ligt, moet er dringend actie ondernomen worden.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Jean-Claude Maene aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de verklaringen van de NMBS-directeur over de voordelen van de bus" (nr. P1794)

De **voorzitter**: De heer De Padt heeft mij gesignaleerd dat deze vraag door hem reeds gesteld werd in commissie, maar op basis van de titel konden de diensten niet weten dat het om hetzelfde ging. De heer Maene kan zijn vraag stellen en de heer De Padt kan zich aansluiten.

11.01 Jean-Claude Maene (PS): De verklaringen van de toekomstige oud-directeur van het reizigersdepartement van de NMBS hebben in de pers tot heel wat beroering geleid.

De heer Pardon meent dat de NMBS zich moet concentreren op het vervoer van grote reizigers aantallen tussen de grote steden en dat voor de andere zones uit milieuoverwegingen beter gebruik wordt gemaakt van bussen! In zijn bedenkingen bij het GEN, dat hij volledig naar de MIVB doorschuift, volgt hij de omgekeerde redenering.

In welke hoedanigheid heeft de heer Pardon die verklaringen afgelegd?

Is er sprake van de desbetreffende lijnen af te schaffen en het aanbod in landelijk gebied te beperken?

Treinen zijn het minst vervuilende openbaarvervoermiddel en zelf kondigde u energiebesparingen aan in de autonome overheidsbedrijven. Hoe moeten we, in het licht daarvan, die uitlatingen begrijpen?

Hoe staat het met het GEN?

11.02 Guido De Padt (VLD): De spontane stakingen van het treinpersoneel in Dendermonde en Geraardsbergen hebben misschien iets te maken met wat de heer Pardon vorig weekend in de pers zei. Hij pleitte voor de afschaffing van stoptreinen omdat treinen beter voor lange afstanden worden ingezet. Bovendien komen er volgens hem personeels- en capaciteitsproblemen als de spoorwegen tegen 2012 een kwart meer mensen willen vervoeren. Toen ik de staatssecretaris maandag ondervroeg in de commissie, wou hij enkele dagen bedenktijd. Heeft hij nu al een standpunt?

11.03 Staatssecretaris Bruno Tuybens (Frans): De heer Pardon heeft zijn persoonlijke mening verkondigd, als gepensioneerde met een lange professionele ervaring ter zake.

De NMBS is niet van plan het treinaanbod in landelijke gebieden in te krimpen. Wel integendeel, met het GEN zal het groter worden en tevens werden bepaalde lokale verbindingen uitgebreid.

Men moet in de eerste plaats werk maken van een betere samenwerking tussen de diverse openbaarvervoermaatschappijen.

(Nederlands) Maandag wilde ik niet antwoorden omdat er nog volop reacties binnenstroomden. Nu de meeste meningen bekend zijn, meld ik in mijn hoedanigheid van staatssecretaris dat de NMBS geen wijzigingen plant. In eigen naam wijs ik erop dat de trein in het buitenland inderdaad vooral wordt gebruikt voor vervoer tussen stadsgebieden, maar dat in ons land rekening moet worden gehouden met de bestaande infrastructuur. Eén trein zou door vijf of zes bussen moeten worden vervangen. Die bussen rijden bovendien niet op eigen bedding, wat het fileprobleem alleen maar groter maakt. De huidige situatie daarom blijft best

bestaan.

De directie van de spoorwegen moet rekening houden met financiële middelen, personeel en materieel om de mogelijke stijging van het aantal gebruikers op te vangen. De regering heeft de voorbije vier jaar heel wat inspanningen gedaan. Ik neem aan dat ze dat zal blijven doen, want de enige oplossing voor het mobiliteitsprobleem is het openbaar vervoer.

11.04 Jean-Claude Maene (PS): Wanneer men het over de mobiliteit op het platteland heeft, is dat meestal om het aanbod er verder in te krimpen. Men zou er beter aan doen de samenwerking tussen de NMBS en de busmaatschappijen te versterken en zo meer mensen op de trein te krijgen.

De NMBS zal haar doelstellingen moeten vastleggen. Daarbij denk ik in de eerste plaats – vermits ik rechtstreeks betrokken ben – aan de modernisering van de lijn Luxemburg-Brussel.

11.05 Guido De Padt (VLD): Ook ik vind dat de bestaande beddingen in gebruik moeten blijven, al kan misschien de *lightrail* worden ingezet. Ook de implementering van het Gewestelijk Expresnet is uiterst belangrijk. In Zottegem werd deze week trouwens een studieronde aangekondigd over een voorstadsnetwerk rond Gent.

Het incident is gesloten.

Wetsontwerpen en voorstellen

12 Wetsontwerp tot oprichting van een Federale Adviesraad voor Ouderen (2503/1-4)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

12.01 Danielle Van Lombeek-Jacobs, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

12.02 Philippe Monfils (MR): We moeten ons uitspreken over de oprichting van de Federale Adviesraad voor Ouderen. Vijftig jaar geleden stond de oude dag gelijk met het einde van de beroepsloopbaan, een beperking van de activiteiten, gezondheidsproblemen, vereenzaming en geestelijke verarming. Vanaf de leeftijd van 60 of 65 jaar kon men alleen maar op het einde wachten. Hierin is geleidelijk verandering gekomen. Elk jaar neemt de levensverwachting met twee à drie maanden toe. De geneeskunde gaat met rasse schreden vooruit. Ooit zal niemand nog opkijken van een honderdjarige.

Het is belangrijk dat de bejaarden niet langer gepamperd en aan de kant worden geschoven, maar integendeel hun eigen leven kunnen leiden en op economisch, politiek, sociaal en cultureel vlak een rol kunnen blijven spelen. De uitdrukking “inactieven” moet uit onze woordenschat verdwijnen! We worden allen geconfronteerd met de vergrijzing van de bevolking, maar dat is geen negatieve evolutie die de maatschappelijke toekomst van ons land bedreigt.

Men wordt zich eindelijk bewust van de actieve rol die de senioren kunnen spelen. Het Generatiepact bevat een aantal positieve maatregelen die het mogelijk maken ook na de pensioenleeftijd te blijven werken en de mensen die nog fit zijn en tot de ontwikkeling van hun land willen bijdragen, stimuleren om actief ouder te worden.

De universiteit voor de derde leeftijd geeft opleidingen aan senioren die hun intellectuele horizon nog willen verbreden. De reisbureaus krijgen bejaarden over de vloer die naar exotische bestemmingen willen reizen.

Kortom, de senioren van vandaag nemen actief deel aan de samenleving en we kunnen hen daar alleen maar in aanmoedigen.

In dat kader krijgt dit ontwerp – dat niet zomaar een gadget is – zijn volle betekenis. De regering zal die Adviesraad middels uitvoeringsbesluiten vorm moeten geven. De minister van Pensioenen heeft aangekondigd dat die Raad wegens praktische redenen door de volgende regering zal worden samengesteld. Waarom wachten? Er moeten inderdaad diverse besluiten worden genomen en de samenstelling, organisatie en werking van het orgaan moeten worden verduidelijkt, maar dat hoeft toch geen maanden te duren, des te meer daar er een consensus over de oprichting bestaat!

Ik stel met tevredenheid vast dat men ook leden van de gewestelijke adviesraden voor ouderen in de nieuwe Adviesraad zitting wil laten nemen. Misschien is dat wel de oorzaak van de huidige impasse, maar op zich is dat probleem zo ernstig niet: het gaat hier immers niet om een controversieel onderwerp maar om een positieve problematiek, die bovendien door personen van de derde leeftijd onder de aandacht wordt gebracht. Er moet een structuur worden uitgebouwd op gemeentelijk, provinciaal, gewestelijk, gemeenschaps- en federaal niveau.

De Adviesraad moet de aandacht van de overheden kunnen vestigen op de gevolgen van sommige wetten of reglementeringen, de moeilijkheden waarmee ouderen in bepaalde sectoren te kampen hebben en de eisen die ze stellen. De Raad moet tevens nagaan of er al dan niet gevolg werd gegeven aan zijn aanbevelingen, en om welke redenen dat is gebeurd.

De toegankelijkheid van de gebouwen voor personen met een beperkte mobiliteit, bijvoorbeeld, zou op het niveau van de gemeenten worden besproken, terwijl het federale niveau zou toezien op de maatregelen betreffende de arbeid na de pensioenleeftijd, de afschaffing van de solidariteitsbijdrage, enz.

De ouderen moeten inzien dat ze deel uitmaken van de maatschappij, dat ze niet worden vergeten of opzij worden gezet. Om die reden is dit een belangrijk ogenblik. De Adviesraad voor Ouderen kan de zaak van de ouderen vooruithelpen. Ik roep u allen op om in die zin te stemmen.

Ik hoop dat de Raad er zo snel mogelijk komt, want heel wat mensen zitten erop te wachten.

12.03 **Maggie De Block** (VLD): Door de vergrijzing wordt de groep ouderen in de samenleving steeds groter. Het is dan ook logisch dat ze vertegenwoordigd worden in de organen die beslissen over hun verdere levenskwaliteit. Hun kennis en ervaring kan hierbij nuttig zijn.

Door het Vlaams decreet van 30 april 2004 werd een adviesraad voor ouderen opgericht. Via het Ouderenoverlegcomité wil men de ouderen bij het beleid betrekken. Het Vlaams Parlement wilde de beleidsparticipatie van ouderen ook op het gemeentelijk vlak stimuleren. Zoals bekend leveren de lokale ouderaden in vele gemeenten nuttig werk.

Ook federaal zijn de ouderen betrokken partij in heel wat beleidsdomeinen. Heel wat takken van de sociale zekerheid belangen hen rechtstreeks aan. Eerder werd voor wat betreft de pensioenen trouwens al het Raadgevend Comité voor de Pensioensector opgericht. Dit comité heeft heel wat verdienstelijk werk verricht. Ouderen komen ook meer dan de actieve bevolking in aanraking met de gezondheidszorg. De financiering van de rustoorden is een belangrijke bevoegdheid van de ziekteverzekering. Ook beleidsdomeinen als mobiliteit belangen de ouderen aan.

In de Senaat groeide binnen de meerderheid vrij vlug een consensus om ook op federaal vlak een ouderenraad op te richten. In de toekomst kunnen we overigens in de sector van de gezondheidszorg misschien ook beter andere groepen zoals de chronisch zieken om advies vragen. Ik ben blij dat er één federale adviesraad komt waaronder de verschillende commissies werkzaam kunnen zijn. Zo vermijdt men dat er parallelle structuren worden opgezet en dat meer dan één stem zich in het debat mengt.

De indieners hebben zich voor de Federale Adviesraad voor Ouderen geïnspireerd op het KB dat het Raadgevend Comité voor de Pensioensector regelt. Men heeft een bureau nodig omdat men werkt met meerdere commissies. In de overkoepelende raad moeten de ouderen hun adviezen onderling afstemmen. Men zal de onderlinge standpunten op elkaar moeten afstemmen, want men zal gauw ondervinden dat alles verband houdt met elkaar.

Er was discussie over de benaming: 'ouderen' of 'senioren'? De ouderenorganisaties zelf hebben gekozen voor de term 'ouderen', onder meer omwille van het parallelisme met het Vlaamse decreet.

Het takenpakket van de Raad beperkt zich niet tot advies geven. De Raad zal ook de jaarlijkse beleidsverklaring van de regering bespreken wat betreft de aangelegenheden die de ouderen aanbelangen. Bovendien zal de Raad waarnemers afvaardigen naar de EU-adviescomités en zal hij de dienstverlening evalueren die door overheidsdiensten aan ouderen wordt verstrekt.

We hopen dat de beleidsmakers van de toekomst met de adviezen van de Raad terdege rekening zullen houden. Onze fractie is blij met de huidige redactie van het ontwerp en hoopt dat het zo snel mogelijk in werking zal treden.

12.04 Muriel Gerkens (ECOLO): Ecolo is blij met de oprichting van een Federale Adviesraad voor Ouderen, die zich op verzoek maar ook op eigen gezag zal kunnen buigen over dossiers met betrekking tot het federale beleid, zoals pensioenen, gelijke kansen, armoedebestrijding, mobiliteit en de toegang tot de gezondheidszorg. Het is erg belangrijk dat die Adviesraad er komt, temeer daar de senioren van vandaag erg actief zijn in onze samenleving.

De regering moet het advies van de Adviesraad inwinnen, en als ze de aanbevelingen van de Raad niet wenst op te volgen, moet ze dat motiveren. Het jaarverslag wordt overgelegd aan het Parlement, en daarnaast moeten de adviezen van de Raad op een website geraadpleegd kunnen worden.

Er moeten garanties zijn voor een pluralistische samenstelling van de Adviesraad, rekening houdend met de onderscheiden levensbeschouwelijke, politieke en sociologische stromingen in onze samenleving.

Ten slotte denken wij dat de volgende regering ook werk zou kunnen maken van de oprichting van een Federale Adviesraad voor Jongeren.

12.05 Greta D'hondt (CD&V): Ik wil van de gelegenheid gebruik maken om van de minister de verzekering te vragen dat de Raad ook de nodige administratieve, logistieke en financiële middelen zal krijgen om goed zijn werk te kunnen doen.

12.06 Minister Bruno Tobback (Nederlands): Ik kan alleen bevestigen wat ik al in de commissie gezegd heb: aangezien het om een parlementair initiatief gaat, is er niet vooraf geld gereserveerd. Het zal ook deze regering niet meer zijn die het raadgevend comité zal afschaffen en de Federale Adviesraad voor Ouderen zal oprichten. Ik ga ervan uit dat, van zodra de Raad is opgericht, hij ook de nodige middelen zal krijgen.

De **voorzitter:** Vraagt nog iemand het woord? (Nee)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2503/4)

Het opschrift in het Frans werd door de commissie gewijzigd in "projet de loi créant un Conseil consultatif fédéral des aînés".

Het wetsontwerp telt 9 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 9 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

13 **Wetsontwerp betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme (2848/1-4)**
- Wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State (2849/1-2)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee wetsontwerpen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: Dhr. Fournaux, rapporteur, laat mij weten dat hij verwijst naar zijn schriftelijk verslag.

13.01 **Simonne Creyf** (CD&V): Onze fractie steunt beide ontwerpen, omdat er een vrij goed evenwicht gevonden is tussen de belangen van de verzekerden en de belangen van de (her)verzekeraars, die meer duidelijkheid wensten.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2848. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2848/4)

Het wetsontwerp telt 24 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 24 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2849. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2849/1)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel met tekstverbeteringen aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

14 **Wetsontwerp op de openbare overnamebiedingen (2834/1-5)**
- Wetsontwerp tot wijziging van artikel 220 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, van artikel 121, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek en tot invoeging van artikel 41 in de wet van ... op de openbare overnamebiedingen (2835/1-2)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee wetsontwerpen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

14.01 Luk Van Biesen, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag, maar wil graag het woord voeren voor de VLD-fractie.

De **voorzitter**: De heer Van Biesen kan nu tussenkomen voor zijn fractie.

14.02 Luk Van Biesen (VLD): Dit wetsontwerp verdient voldoende aandacht van De Kamer. We hebben het in alle rust en in een constructieve dialoog tussen meerderheid en oppositie en tussen Kamer en minister, kunnen bestuderen.

Het is een technisch ontwerp waarin elk woord belangrijk is. De commissie heeft de uitvoeringsbesluiten gekoppeld aan de wet kunnen inkijken, wat de werkwijze erg transparant heeft gemaakt.

Dit wetsontwerp zet de Europese richtlijn inzake overnameaanbiedingen om in Belgische wetgeving. De richtlijn beoogt de harmonisatie van de regels aangaande de openbare overnamebiedingen op de effecten met stemrecht van een genoteerde onderneming. De lidstaten kregen een vrij grote appreciatiemarge en er kan worden beslist om bepaalde regels niet toe te passen op de Belgische vennootschappen. Het is ook de bedoeling om de regulering van de overnamebiedingen te moderniseren.

De regering heeft beslist dat de biedplicht ontstaat bij verwerving van 30 procent van de effecten met stemrecht van de doelvennootschap. Voor bepaalde vennootschappen is in een overgangsregeling voorzien.

De essentiële vraag voor de commissie was of we de verankering van de Belgische vennootschappen in onze staat en de dynamiek die uitgaat van de familiale bedrijven na de omzetting van de richtlijn zouden kunnen behouden. Daartoe werd basisartikel 74 herschreven en als amendement - en tevens nieuw artikel 74 - ingediend door mezelf en de heren de Donnea en Gustin en mevrouw Annemie Roppe, dit tot tevredenheid van de sector.

Het verslag maakt deel uit van de wetgeving en illustreert heel duidelijk aan de familiale bedrijven wanneer er een openbare overnameaanbieding moet gebeuren en wanneer niet. Een aantal familiale bedrijven is niet gelukkig met dit wetsontwerp. Aan hen kan ik alleen zeggen dat België de Europese richtlijnen niet naast zich kan neerleggen. Na veel wikken en wegen hebben we een goede keuze gemaakt. Dit is een goede wet en de VLD zal dit ontwerp goedkeuren.

14.03 Minister Didier Reynders (Frans): De regering heeft in een reeks overgangsmaatregelen voorzien die familiale aandeelhouders van beursgenoteerde Belgische bedrijven moeten toelaten om de Belgische verankering van hun aandeelhouderschap te behouden zonder dat ze een OBA moeten uitbrengen.

België is een van de weinige Europese lidstaten die overgangsmaatregelen van dergelijke omvang hebben uitgewerkt. Zo zijn personen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet reeds dertig procent van de effecten in handen hadden, niet aan de verplichting inzake de OBA onderworpen. Om die vrijstelling na de inwerkingtreding van de wet nog te genieten, moet men binnen de vooropgestelde termijn en op regelmatige wijze tot een oorspronkelijke kennisgeving van de CBFA overgaan en een beknoptere mededeling aan de betrokken vennootschap doen.

We zullen een en ander uitvoerig toelichten opdat de partners niet zouden aarzelen om die procedure in te zetten.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2834. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2834/5)

Het wetsontwerp telt 77 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 77 worden artikel per artikel met tekstverbeteringen aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2835. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2835/1)

Het wetsontwerp telt 6 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 à 6 worden artikel per artikel met tekstverbeteringen aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

15 Voorstel van resolutie betreffende het uitwerken van een wetgevend kader rond paramotoren (2459/1-3)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2459/3)

De bespreking is geopend.

15.01 Jef Van den Bergh, rapporteur: De sector van de paramotoren vroeg een wettelijk kader. Omdat minister Landuyt daar weinig vooruitgang in boekte, heeft de heer De Padt een resolutie ingediend om de regering wat aan te porren. Paramotoren, voor alle duidelijkheid, zijn luchtvaartuigen die bestaan uit een glijscherm en motor voor op de rug van de piloot of op een onderstel met wielen.

Voor de volledige bespreking in de commissie verwijs ik naar het schriftelijke verslag.

De resolutie is op enkele punten aangepast, omdat minister Landuyt ondertussen toch in actie is geschoten. Ze werd eenparig aangenomen.

15.02 Guido De Padt (VLD): Het belang van een resolutie wordt over het algemeen niet erg hoog ingeschat, maar ditmaal blijkt een resolutie toch een proactief effect te hebben.

In september 2005 noemde minister Landuyt een wettelijke kader voor de paramotorensport niet prioritair. Nadat wij onze resolutie indienden, heeft de minister toch een specifiek reglementair kader uitgewerkt.

De veiligheid van de sport moet voor ons centraal staan. Momenteel bevindt de sport zich min of meer in de illegaliteit. In principe valt ze onder de vliegwet, maar die kan niet worden toegepast. Wij zijn dus blij dat er eindelijk werk wordt gemaakt van een wettelijk kader.

De **voorzitter**: De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

16 Wetsvoorstel tot invoering van de mogelijkheid tot onmiddellijke inning bij verkeersovertredingen begaan door militairen (2527/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: Mevrouw De Bue, rapporteur, is afwezig en verwijst naar haar schriftelijk verslag.

16.01 Guido De Padt (VLD): Met dit wetsvoorstel wordt een onrechtvaardigheid weggewerkt. Voor burgers geldt de onmiddellijke inning voor een gewone overtreding, militairen in functie die een dergelijke overtreding begaan, moeten echter naar de politierechtbank. Dat is een gevolg van het feit dat militairen vroeger naar de krijgsraad moesten, maar die werd in 2003 afgeschaft.

Militairen zullen dankzij deze wetswijziging worden behandeld zoals gewone burgers wanneer zij een kleine overtreding begaan.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2527/1)

Het wetsvoorstel telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

17 Wetsontwerp houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 1 juni 2006 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken (2798/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2798/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

18 Benoeming van een Nederlandstalig plaatsvervangend lid van het Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties

Aan de orde is de stemming met het oog op de aanwijzing van een Nederlandstalig plaatsvervangend lid van het Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties.

De kandidaturen ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers werden meegedeeld tijdens de plenum vergadering van 8 februari 2007.

De kandidatenlijst werd op de banken rondgedeeld onder het nr. 2899/1.

Ik vestig uw aandacht op het feit dat voor de aanwijzing een tweederde meerderheid vereist is.

Daar de stemming geheim is, mogen de stembiljetten niet ondertekend worden.

We moeten eerst een of twee bureaus van stemopnemers bij loting samenstellen. Elk bureau bestaat uit vier leden. Ik stel u evenwel voor om voor de stemopneming de twee secretarissen aan te wijzen die heden aan het bureau hebben plaatsgenomen.

Geen bezwaar ? (Nee)
Aldus zal geschieden.

De dames Corinne De Permentier en Greet van Gool worden aangewezen om de stemmen op te nemen.

Ik stel u voor dat de stembiljetten geteld worden in de Conferentiezaal, in aanwezigheid van de stemopnemers.

Geen bezwaar ? (Nee)
Aldus zal geschieden.

Ik verzoek elk lid om bij het afroepen van zijn naam zijn ongetekende stembiljet in de stembus te komen deponeren. Gelieve langs mijn linkerzijde op het spreekgestoelte te komen en dit aan mijn rechterzijde te verlaten.

Ik nodig de secretarissen uit de namen af te roepen.

Er wordt overgegaan tot de naamafroeping

De stemming is gesloten. Ik nodig de secretarissen uit over te gaan tot de stemopneming.

Geheime stemming over de naturalisaties

Aan de orde is de geheime stemming over de naturalisaties. (2870/1+2)

De leden worden verzocht het voorstel van naturalisatiewetten te deponeren in de stembus.

Het voorstel van naturalisatiewetten mag niet ondertekend worden.

Wanneer een lid gekant is tegen de naturalisatie van een aanvrager, schrappt hij de naam van de belanghebbende op de lijst die hem werd bezorgd.

Twee secretarissen moeten tot de stemopneming overgaan. Ik stel u voor de dames Greet van Gool en Corinne De Permentier, secretarissen, als stemopnemer zonder loting aan te duiden.

Ik nodig de secretarissen uit de namen af te roepen.

Er wordt overgegaan tot de naamafroeping.

Wij gaan de geheime stemming over de naturalisatieaanvragen sluiten.

Ik vraag de leden die zulks nog niet gedaan hebben hun stembiljet onmiddellijk in de bus te steken.

De geheime stemming is gesloten.

19 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als zijnde aangenomen; overeenkomstig het Reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het wetsvoorstel van de heren Thierry Giet, Daniel Bacquellaine en Dirk Van der Maelen en mevrouw Maggie De Block tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, wat de burgerrechtelijke aansprakelijkheid bij arbeidsongevallen betreft (nr. 2892/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt;
- het voorstel van resolutie van mevrouw Muriel Gerkens, de heer Jean-Marc Nollet, de dames Marie Nagy en Zoé Genot betreffende de zichtbaarmaking van de ecologische voetafdruk van consumptieproducten (nr. 2919/1). Het wordt aanhangig gemaakt bij de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus wordt besloten.

20 Benoeming van een plaatsvervangend lid (N) van het Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties – Uitslag van de stemming

Votants	101	Stemmen
Blancs ou nuls	4	Blanco of ongeldig
Valables	97	Geldig
Majorité absolue	65	Volstreekte meerderheid

De heer Johan Detraux heeft 71 stemmen bekomen.

De heer Geert Morlion heeft 26 stemmen bekomen.

De heer Johan Detraux, die de tweederde meerderheid van de stemmen heeft bekomen, is tot Nederlandstalig plaatsvervangend lid van het Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties uitgeroepen.

Naamstemmingen

21 Motie ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Jef Van den Bergh over "de uitvoering van de Kamerresolutie over het fluovestje" (nr. 1015)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Infrastructuur, het

Verkeer en de Overheidsbedrijven van 5 februari 2007.

Een motie van aanbeveling werd ingediend (MOT nr. 1015/1) door de heer Jef Van den Bergh.

21.01 Jef Van den Bergh (CD&V): Het is ongehoord dat over deze motie moet worden gestemd, want de Kamer keurde de resolutie inzake het verplichte fluovestje unaniem goed. Helaas vulde minister Landuyt ze slechts heel minimaal in. Ik vraag de regering meer respect voor het Parlement en een perfecte uitvoering van resoluties. Aangezien de resolutie van mevrouw Vautmans unaniem werd goedgekeurd, neem ik aan dat met mijn motie hetzelfde zal gebeuren. (*Applaus bij CD&V*)

(Stemming/vote 1)			
Ja	43		Oui
Nee	68		Non
Onthoudingen	6		Abstentions
Totaal	117		Total

Bijgevolg is de motie van aanbeveling verworpen.

21.02 Joseph Arens (cdH): Ik heb een stemafpraak met Mevrouw Pécriaux.

22 Motie ingediend tot besluit van de interpellatie van mevrouw Muriel Gerkens over "het koninklijk besluit dat bromfietsen van categorie B toestaat vanaf 1 maart 2007 de fietspaden te gebruiken" (nr. 1011)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven van 5 februari 2007.

Een motie van aanbeveling werd ingediend (MOT nr. 1011/1) door mevrouw Muriel Gerkens.

22.01 Muriel Gerkens (ECOLO): Een koninklijk besluit dat in januari in het *Belgisch Staatsblad* is verschenen, laat motorfietsen van type B toe van de fietspaden gebruik te maken wanneer de toegelaten snelheid meer dan vijftig kilometer per uur bedraagt en laat ze de keuze in de bebouwde kom wanneer de toegelaten snelheid vijftig kilometer per uur bedraagt.

Ik vraag dat dat besluit wordt ingetrokken, en dat de fietsersorganisaties en de Federale Commissie voor de Verkeersveiligheid worden geraadpleegd. De Brusselse minister van Mobiliteit was evenmin op de hoogte en heeft zich tegen die maatregel uitgesproken.

In Nederland wordt een dergelijke maatregel al toegepast bij een snelheid van 70 km/uur. Hier brengen wij de fietsers en de voetgangers in gevaar; zij verplaatsen zich niet met dezelfde snelheid als de bromfietsers.

Ik vraag u om overleg te plegen en een besluit uit te vaardigen dat rekening houdt met de zwakke weggebruikers.

(Stemming/vote 2)			
Ja	43		Oui
Nee	71		Non
Onthoudingen	3		Abstentions
Totaal	117		Total

Bijgevolg is de motie van aanbeveling verworpen.

23 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Joseph Arens over "de meerjarentarieven voor elektriciteit en de mogelijkheid om in verband met energiedistributie te voorzien

in een perequatietarief" (nr. 1010)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw van 6 februari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1010/1) :

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Joseph Arens;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Dominique Van Roy.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	76	Oui
Nee	43	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	120	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

23.01 Dominique Tilmans (MR): Ik had me willen onthouden bij de stemming over de motie van de heer Arens over de meerjarentarieven.

De wet in dat verband werd aangenomen in 2005. De CREG heeft haar antwoord gegeven en de onderhandelingen met Fluxys, Elia en de distributieaandeelhouders zijn aan de gang. We hopen dat de uitvoeringsbesluiten er nog voor het einde van de regeerperiode komen.

Wat de perequatie betreft, ben ik het ten gronde eens met de heer Arens. Als Luxemburgse pleit ik voor een mutualisering van de kosten en voor een eenheidstarief. Het is onvoorstelbaar dat in een land als het onze de kosten niet op elkaar worden afgestemd en dat vooral de landelijke gebieden worden gediscrimineerd.

Ik ben het echter niet eens met de heer Arens wat de vorm betreft. In het Waals Gewest heeft zijn partij tegen de invoering van één enkele DNB gestemd. Het Waals Gewest draagt dus ook verantwoordelijkheid voor de beslissing daaromtrent.

Ik wil de heer Arens dus aanraden om dit bij zijn eigen partij in het Waals Gewest aan te kaarten!

23.02 Joseph Arens (cdH): Ik heb me onthouden om eraan te herinneren dat alle Belgen gelijk zijn. Sinds de vrijmaking van de markt zijn de elektriciteitstarieven in Luxemburg echter dertig procent duurder dan elders. Ik vraag dat de regering haar verantwoordelijkheid zou nemen. De vaststelling van de tarieven is een federale bevoegdheid. Wat het Waals Gewest betreft, weet u maar al te goed dat wij in 2003 niet aan de macht waren. Wie beslist heeft om de markt aan één enkele DNB toe te wijzen, is u evenmin onbekend!

24 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Francis Van den Eynde over "het antwoord van de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen op een parlementaire vraag die hem op 25 april in de commissie voor Volksgezondheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Hernieuwing werd gesteld" (nr. 908)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing van 6 februari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 908/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Francis Van den Eynde;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Colette Burgeon.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	76	Oui
Nee	42	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	120	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

24.01 Pieter De Crem (CD&V): Voor deze stemming en de volgende stemmingen heb ik een stemafspraken met de heer Hendrik Daems.

25 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Bert Schoofs over "het gedoogbeleid inzake rituele thuisslachtingen" (nr. 1012)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Justitie van 6 februari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1012/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Bert Schoofs en Bart Laeremans;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Véronique Ghenne.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

25.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Als men vindt dat thuisslachtingen in het kader van het islamitische Offerfeest consequent moeten vervolgd worden, moet men deze motie steunen. Ook als men vindt dat gemeenten niet mogen worden aangemoedigd om containers te plaatsen om het slachtafval van thuisslachtingen te verzamelen, moet men deze motie steunen. Anders gedooft men praktijken die niet thuishoren in een beschaafd land. *(Applaus bij Vlaams Belang)*

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	74	Oui
Nee	42	Non
Onthoudingen	3	Abstentions
Totaal	119	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

26 Moties ingediend tot besluit van de interpellaties van:

- de heer Servais Verherstraeten over "de start van de nieuwe strafuitvoeringsrechtbanken" (nr. 1013)
- de heer Bart Laeremans over "de inwerkingtreding van de strafuitvoeringsrechtbanken" (nr. 1018)

Deze interpellaties werden gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Justitie van 6 februari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 1013/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Servais Verherstraeten, Tony Van Parys en Jo Vandeurzen;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Marie-Christine Marghem en Véronique Ghenne en de heer Walter Muls.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	76	Oui
Nee	44	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	121	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

27 Moties ingediend tot besluit van de interpellaties van:

- de heer Patrick De Groote over "het rapport van het Rekenhof over het onoordeelkundig aanwenden van kabinetsfinanciering" (nr. 1003)
- de heer Servais Verherstraeten over "het rapport van het Rekenhof over het personeelsbeleid bij de federale beleidsorganen en de ministeriële secretariaten" (nr. 1006)

Deze interpellaties werden gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt van 7 februari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT n(1003/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en de heren Patrick De Groote en Servais Verherstraeten;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Jacqueline Galant en de heer Willy Cortois.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	77	Oui
Nee	43	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	122	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

28 Aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp betreffende de hervorming van de echtscheiding (2341/1-20)

Stemming over amendement nr. 163 van Servais Verherstraeten cs op artikel 2.(2341/20)

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	39	Oui
Nee	82	Non
Onthoudingen	2	Abstentions
Totaal	123	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 2 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 164 van Servais Verherstraeten cs op artikel 4.(2341/20)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 8)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 4 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 165 van Servais Verherstraeten cs tot invoeging van een artikel 4bis

(n).(2341/20)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 8*)

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Stemming over amendement nr. 166 van Servais Verherstraeten cs op artikel 7.(2341/20)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 8*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 7 aangenomen.

Stemming over amendement nr. 167 van Servais Verherstraeten cs op artikel 18.(2341/20)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 8*)

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 18 aangenomen.

29 Geheel van het wetsontwerp betreffende de hervorming van de echtscheiding (2341/19)

29.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Mensen hebben de vrijheid om te huwen, zij moeten ook de vrijheid hebben om te scheiden zonder dat daarbij een schuldige wordt aangeduid. Dat bedoelen wij, liberalen, met 'respect'. Wij willen de problemen van de mensen op een open en tolerante manier oplossen. Tot nu toe kon men zonder overeenkomst niet foutloos scheiden. Zelfs bij een echtscheiding op grond van twee jaar feitelijke scheiding wordt de aanvrager geacht de schuldige te zijn. Na de goedkeuring van dit wetsontwerp zal men schuldloos kunnen scheiden op grond van de onherstelbare ontwrichting.

Anders dan de oppositie zegt, wordt inzake het persoonlijk onderhoudsgeld de solidariteit niet beperkt maar uitgebreid. Iedere echtgenoot zal onderhoudsgeld kunnen vragen, niet enkel de onschuldige echtgenoot.

De duur van het persoonlijk onderhoudsgeld wordt tot maximaal de duur van het huwelijk beperkt, maar in buitengewone omstandigheden kan men de rechter om een verlenging vragen. Door de nieuwe wet eindigt de onderhoudsuitkering bij een nieuw huwelijk of nieuwe wettelijke samenwoning.

Inzake de overgangsmaatregelen bevat de wet een lacune. Er is geen oplossing voor personen die in het verleden tot een levenslange onderhoudsuitkering werden veroordeeld. Alle amendementen hierover van onze fractie werden weggestemd, ook door sp.a.

Wij keuren de wet enthousiast goed, want we willen de wetgeving humaner maken voor de 60.000 volwassenen en hun kinderen die jaarlijks met een echtscheiding te maken krijgen. (*Applaus bij de meerderheid*)

29.02 Guy Swennen (sp.a-spirit): Gisteren hebben we vier uur gedebatteerd over de echtscheidingshervorming, na een lange voorbereiding in de subcommissie en de commissie Justitie. Deze hervorming is een grote stap vooruit, want het vechtgehalte van de bestaande echtscheidingswetgeving wordt substantieel afgebouwd. Echtscheiding wordt niet langer aan een fout gekoppeld. Dat was onzinnig en nodigde uit tot vechten. Als de liefde er niet meer is, als een van de partners het huwelijk niet meer ziet zitten, is er geen hindernissenparcours nodig.

Ik heb in de loop der jaren geleerd dat het familierecht moeilijk te hervormen is. Stapsgewijs kan het evenwel.

Ik droom al van volgende stappen. De sp.a-fractie zal met heel veel overtuiging het ontwerp goedkeuren. (*Applaus bij de meerderheid*)

29.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik zal het debat van gisteren niet overdoen, maar wil wel even reageren op wat gezegd werd.

Men probeert het voor te stellen alsof er nu een grote sociale vooruitgang wordt geboekt, omdat vroeger alleen de onschuldige echtgenoot aanspraak kon maken op alimentatie, terwijl nu alle echtgenoten dat zullen kunnen. Dat is natuurlijk niet juist: om recht te hebben op alimentatie moet men aantonen dat men behoeftig is; bovendien beperkt de alimentatie zich tot wat nodig is om de staat van behoefte te dekken. Het zal ook nog slechts in uitzonderlijke omstandigheden mogelijk zijn om langer alimentatie te ontvangen dan de duur van het huwelijk.

Er zitten zeker veel positieve elementen in dit ontwerp, maar wij vinden dat het in bepaalde omstandigheden te snel gaat en dat het soms te weinig sociaal is. We vrezen voor vechtscheidingen in uitgesteld relais. Ook wij zijn voor vrijheid, maar wij vatten die op als een vrijheid in verantwoordelijkheid. (*Applaus bij CD&V*)

29.04 Melchior Wathelet (cdH): De echtscheidingswetgeving was inderdaad aan herziening toe. Het was niet langer aanvaardbaar om bij iedere scheiding de schuld bij iemand te moeten leggen. Bovendien is het ontwerp zelf ook geëvolueerd.

Toch werden een aantal problemen niet weggewerkt, waardoor we terughoudend blijven. Eerst en vooral zijn er de – soms te sterk – ingekorte termijnen. Vervolgens is het mogelijk dat een welbepaald feit aan de oorsprong van de scheiding ligt. Dat moet gezegd kunnen worden.

Derde belangrijk probleem: de notie fout duikt opnieuw op bij de vaststelling van het alimentatiegeld, maar uitsluitend in hoofde van de rechthebbende.

Vierde element: de overgangsbepalingen van al die maatregelen. Mensen die erop rekenden levenslang alimentatiegeld te ontvangen, krijgen plots niets meer. En het zijn de kansarmen die daarvan de pineut zijn, dus in veel gevallen de vrouwen.

Wat de familierechtbank betreft, hebben alle personen die gehoord werden, op de invoering ervan aangedrongen. Sinds het begin van de zittingsperiode heb ik achter dat voorstel gestaan, maar het is jammer genoeg nog maar eens een gemiste kans.

Wegens al die bezwaren kunnen we uw ontwerp niet goedkeuren.

29.05 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Een hervorming van het echtscheidingsrecht mocht maar één bedoeling hebben: het aantal vechtscheidingen beperken. Nu verwordt het huwelijk tot een banaal contract dat na één jaar opzegbaar is. Na een snelle echtscheiding begint dan het gevecht met als inzet het vermogen en helaas ook de kinderen. Het instituut huwelijk, als bescherming van het gezin, wordt verder afgebroken. Zoals een Franstalige rechtsgeleerde al zei tijdens de hoorzittingen, zal dit tot menselijke catastrofes leiden. Wij stemmen tegen. (*Applaus bij het Vlaams Belang*)

29.06 Marie-Christine Marghem (MR): De MR-fractie zal voor dit ontwerp stemmen, dat op een aantal punten een grote stap voorwaarts betekent. Ik denk aan het feit dat het gedrag van een van de echtgenoten niet langer gestigmatiseerd wordt en aan de concrete omschrijving die aan het begrip onherstelbare ontwrichting wordt gegeven.

Toch zijn er twee punten die ik betreur.

Persoonlijk betreur ik dat de aanvrager over de mogelijkheid beschikt, terwijl de feitelijke scheiding minder dan een jaar bedraagt, tweemaal in zes maanden tijd de echtscheiding te vragen en ze onmiddellijk te bekomen. Zo wordt de actoren hun verantwoordelijkheid ontnomen.

Wat het tweede punt betreft, wordt ik door mijn fractie en over de grenzen van de fractie heen bijgetreden. Het betreft de overgangsbepalingen. Het is onaanvaardbaar dat personen die onder de huidige wet overeenstemming bereiken over het onderhoudsgeld of aan wie bij rechterlijke beslissing onderhoudsgeld wordt toegekend, dit zouden verliezen omdat de spelregels worden gewijzigd.

Ondanks die struikelblokken zal de MR-fractie voor het ontwerp stemmen.

29.07 Thierry Giet (PS): De PS-fractie zal deze tekst eveneens goedkeuren.

Echtscheidingen zijn een maatschappelijk gegeven. Elke hervorming die de afgelopen twee of drie decennia werd doorgevoerd, strekte tot een vereenvoudiging van de procedure, en dat is niet zonder reden zo: het is immers niet de bedoeling dat het gerechtelijk apparaat en de rechtsregels bij vechtscheidingen olie op het vuur gooien. Daarom is het een goede zaak dat het begrip "schuld" geschrapt wordt.

Dat neemt niet weg dat het feit dat twee mensen een tijd hebben samengeleefd, niet zomaar weggewuifd mag worden. De alimentatiekwestie is dan ook van kapitaal belang. In dit ontwerp wordt dit goed geregeld. Het begrip "schuld" duikt inderdaad in bepaalde opzichten opnieuw op, en dat is mijns inziens ook noodzakelijk. De onderhoudsplicht diende inderdaad principieel in de tijd te worden beperkt. In de tekst is evenwel een zeer belangrijk veiligheidsmechanisme ingebouwd. Zoals nu al het geval is, zullen de magistraten de afweging maken.

Er werd een evenwicht gevonden tussen autonomie en verantwoordelijkheid. Die weg moeten wij verder bewandelen.

29.08 Muriel Gerkens (ECOLO): Ecolo zal zich onthouden. We zijn van oordeel dat de echtscheidingsprocedure moest worden hervormd, maar een aantal voorafgaande voorwaarden werd uit het oog verloren, zoals de oprichting van een familierechtbank die zich over familiale geschillen inzake de echtscheiding, de zorg voor de kinderen, enz. moet uitspreken.

Men had tevoren ook werk moeten maken van de individualisering van de rechten.

Zonder die individualisering, bestaat het risico dat deze hervorming, die nochtans goede bepalingen bevat, nadelig is voor de zwakste partner en dat is meestal de vrouw.

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	78	Oui
Nee	37	Non
Onthoudingen	6	Abstentions
Totaal	121	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.(2341/19)

30 Wetsontwerp tot oprichting van een Federale Adviesraad voor Ouderen (2503/4)

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	109	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	16	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

30.01 Melchior Wathelet (cdH): We zullen deze tekst steunen maar we betreuren dat de Federale Adviesraad voor Ouderen niet vooraf wordt geraadpleegd over de welvaartsvastheid of -aanpassing van de pensioenen.

31 Wetsontwerp betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme (2848/4)

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	124	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	124	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.(2848/4)

32 Wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State (2849/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 11)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

33 Wetsontwerp op de openbare overnamebiedingen (2834/5)

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	84	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	41	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

34 Wetsontwerp tot wijziging van artikel 220 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, van artikel 121, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek en tot invoeging van artikel 41 in de wet op de openbare overnamebiedingen (2835/1)

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	83	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	40	Abstentions
Totaal	123	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

35 Voorstel van resolutie betreffende het uitwerken van een wetgevend kader rond paramotoren (2459/3)

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	125	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

36 Wetsvoorstel tot invoering van de mogelijkheid tot onmiddellijke inning bij verkeersovertredingen begaan door militairen (2527/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 14*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

37 Wetsontwerp houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 1 juni 2006 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken (2798/1)

Overgezonden door de Senaat.

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 14*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Geheime stemming over de naturalisaties (voortzetting)

Ziehier de uitslag van de geheime stemming over de naturalisaties. (2870/2)

Aantal stemmers: 95.

Geldige stemmen: 95.

Volstreekte meerderheid: 48.

Alle naturalisaties hebben de volstreekte meerderheid bekomen. Over het voorstel van naturalisatiewetten zal dadelijk worden gestemd.

Het voorstel van de commissie voor de Naturalisaties omvat drie delen (A, B en C) die elk verscheidene aan te nemen artikelen tellen.

Voorstel van naturalisatiewetten

38 Voorstel van naturalisatiewet toegekend bij toepassing van de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de naturalisatieprocedure en van het Wetboek van de Belgische nationaliteit (deel A) (2870/2)

Bespreking van de artikelen

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel van het voorstel van naturalisatiewet (deel A) zal dadelijk plaatsvinden.

39 Voorstel van naturalisatiewet toegekend bij toepassing van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat de naturalisatieprocedure betreft (deel B) (2870/2)

Bespreking van de artikelen

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel van het voorstel van naturalisatiewet (deel B) zal dadelijk plaatsvinden.

40 Voorstel van naturalisatiewet toegekend bij toepassing van de wet van 1 maart 2000 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit (deel C) (2870/2)

Bespreking van de artikelen

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel van het voorstel van naturalisatiewet (deel C) zal dadelijk plaatsvinden.

Naamstemmingen (voortzetting)

Wij gaan over tot de stemming over het voorstel van naturalisatiewetten waarvan wij zojuist de artikelen hebben besproken.

40.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Het is een traditie van Vlaams Belang om naturalisaties in de Kamer te becommentariëren. Het is de bedoeling de meerderheid te confronteren met de desastreuze gevolgen van de snel-Belgwet. Vandaag krijgen we er weer 2.838 nieuwe Belgen bij, de meerderheid van hen via de snel-Belgwet.

Onder paars vonden via de wet-Duquesne massaal veel regularisaties plaats. Alle procedures worden misbruikt en sommigen slagen er zelfs in geregulariseerd te raken terwijl hun asielaanvraag nog loopt. Het huwelijk wordt op grote schaal misbruikt om een verblijfsstatuut, met in het verlengde de gegeerde nationaliteit, te krijgen. Recent kwam nog het schijnhuwelijk met een dertienjarige aan het licht in Schaarbeek.

Op die manier zijn er in de loop van de zittingsperiodes van paars tienduizenden nieuwe Belgen zijn bijgekomen met in hun kielzog alle mensen die ons land binnenkomen via gezinshereniging en volgmigratie. De gevolgen daarvan werden al eerder duidelijk in het kieshokje.

Dit dossier is een symbool van de puinhopen van paars. De gratis nationaliteit, zonder voorwaarden in verband met integratie en burgerzin, is een verkeerde beleidskeuze met grote gevolgen voor de toekomst. Voor Vlaams Belang is het staatsburgerschap meer waard dan een plastic kaartje. Wij zullen ervoor zorgen dat de snel-Belgwet op de puinhopen van paars terechtkomt. *(Applaus bij het Vlaams Belang)*

41 Voorstel van naturalisatiewet toegekend bij toepassing van de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de naturalisatieprocedure en van het Wetboek van de Belgische nationaliteit (deel A) (2870/2)

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	108	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	124	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van naturalisatiewet (deel A) aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

42 Voorstel van naturalisatiewet toegekend bij toepassing van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat de naturalisatieprocedure betreft (deel B) (2870/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 15*)

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van naturalisatiewet (deel B) aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

43 Voorstel van naturalisatiewet toegekend bij toepassing van de wet van 1 maart 2000 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit (deel C) (2870/2)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 15*)

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van naturalisatiewet (deel C) aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

44 Voorstel tot verwerping door de commissie voor de Naturalisaties van de dossiers die in haar verslag nr. 2870/1 op bladzijden 4 en 5 zijn opgenomen

(<i>Stemming/vote 16</i>)			
Ja	122		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	0	Abstentions	
Totaal	122		Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel tot verwerping aan.

De **voorzitter**: Mevrouw Wiaux en Mevrouw Salvi hebben voor gestemd.

45 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? (*Nee*) Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 18.13 uur. Volgende vergadering donderdag 1 maart 2007 om 14.15 uur.